



Agence canadienne
d'évaluation environnementale

Canadian Environmental
Assessment Agency

EXAMEN DE LA LOI CANADIENNE SUR L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Étude de fond

**ÉTUDE DE FOND SUR LE FONCTIONNEMENT DE LA LOI CANADIENNE SUR
L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE S'APPLIQUANT AUX PROJETS À
L'EXTÉRIEUR DU CANADA**

Canada



**DOCUMENT DE TRAVAIL CONCERNANT
L'APPLICATION DE LA
*LOI CANADIENNE SUR L'ÉVALUATION
ENVIRONNEMENTALE*
AUX PROJETS À RÉALISER À L'EXTÉRIEUR DU
CANADA**

Janvier 2000

**Préparé par
David Coffey / Jean-Luc Charron
Pricewaterhouse Coopers**



**DOCUMENT DE TRAVAIL CONCERNANT L'APPLICATION DE LA LOI
CANADIENNE SUR L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE AUX
PROJETS À RÉALISER À L'EXTÉRIEUR DU CANADA**

Table des matières

SOMMAIRE.....	ii
INTRODUCTION	1
Objet du document	1
Méthodologie de l'étude	2
Contexte	4
Expérience acquise jusqu'à présent de l'application du <i>Règlement sur le processus d'évaluation environnementale des projets à réaliser à l'extérieur du Canada</i>	7
QUESTIONS RELATIVES À LA LOI ET AU RÈGLEMENT SUR LES PEC	14
Déterminer si la Loi s'applique	14
Difficultés à appliquer le Règlement sur les PEC	30
Contraintes associées au contexte dans un pays étranger	40
 ANNEXE A :	PARTIES INTÉRESSÉES CONSULTÉES
ANNEXE B :	SOMMAIRE DES RECOMMANDATIONS
ANNEXE C :	ÉVALUATIONS ENVIRONNEMENTALES RÉALISÉES PAR L'ACDI
ANNEXE D :	ÉVALUATIONS ENVIRONNEMENTALES RÉALISÉES PAR LE MAECI



Glossaire

ACDI	Agence canadienne de développement international
ACE	Agence canadienne d'exécution
ACEE	Agence canadienne d'évaluation environnementale (l'Agence)
APD	Aide publique au développement
AR	Autorité responsable
BFEEE	Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales
DÉCRET	<i>Décret sur les lignes directrices visant le processus d'évaluation et d'examen en matière d'environnement</i>
EE	Évaluation environnementale
EIA	Évaluation d'impact environnemental
IFEE	Index fédéral des évaluations environnementales
Loi	<i>Loi canadienne sur l'évaluation environnementale (la Loi)</i>
MAECI	Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
MDN	Ministère de la Défense nationale
NEPA	<i>National Environmental Policy Act (États-Unis)</i>
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
ONG	Organisation non gouvernementale
ONGE	Organisation non gouvernementale en environnement
ONU	Organisation des Nations Unies
PENU	Programme environnemental des Nations Unies
RÈGLEMENT	<i>Règlement sur le processus d'évaluation environnementale des projets à réaliser à l'extérieur du Canada</i>
RNCan	Ressources naturelles Canada
TPSGC	Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Sommaire

Le présent document de travail examine l'application de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale* (la Loi) et du *Règlement sur le processus d'évaluation environnementale des projets à réaliser à l'extérieur du Canada* (le Règlement) aux projets à réaliser à l'extérieur du Canada afin de connaître si cette application coïncide avec les objectifs de la Loi et du Règlement et si les questions et les préoccupations soulevées sont abordées au moyen d'options réglementaires et non réglementaires.

Le présent document fait ressortir quatre grands thèmes résumant les questions et les préoccupations particulières sur l'expérience acquise jusqu'à présent dans le fonctionnement et l'application de la Loi aux projets à réaliser à l'extérieur du Canada.

Premièrement, l'application d'une bonne évaluation environnementale (ÉE), telle qu'elle est définie dans la Loi à l'égard des projets à réaliser à l'extérieur du Canada, est très largement acceptée. Malgré les questions liées à la Loi et au Règlement sous leur forme actuelle, on appuie les principes de la Loi, y compris l'application rapide, l'imputabilité à l'égard des mesures prises et une forme quelconque de processus de participation. En fait, les parties intéressées qui ont été interrogées pour ce travail estiment que l'évaluation environnementale constitue une pratique importante au sein de leur organisation. On constate donc un engagement à l'égard de la tenue d'une évaluation environnementale pour les projets et la volonté de toutes les parties d'élaborer un processus qui soit adapté aux projets à réaliser à l'extérieur du Canada.

Deuxièmement, on estime que la Loi et le Règlement sous leur forme actuelle ne permettent pas une évaluation efficace et efficiente des effets environnementaux des projets à réaliser à l'extérieur du Canada. La grande majorité des parties intéressées interrogées pour cette étude croient que la Loi ne répond pas à leurs besoins et limite l'application de bonnes pratiques d'évaluation environnementale. Ce document énumère plusieurs exemples montrant que l'application de la Loi entraîne des ambiguïtés ou un dédoublement des exigences.

Troisièmement, on estime que la Loi et le Règlement ne tiennent pas suffisamment compte des normes de fonctionnement¹ des pays partenaires ni ne traitent suffisamment des questions liées à la souveraineté. On reconnaît que le Règlement vise précisément à traiter ces deux questions, mais l'expérience a montré que ses dispositions ne sont pas suffisantes. Par conséquent, il faut disposer d'un processus d'ÉE plus souple qui répond mieux aux normes de fonctionnement des pays partenaires et n'entraîne pas de violations perçues de la souveraineté.

¹ «Norme de fonctionnement» s'entend de l'approche utilisée pour faire des affaires et comprend les facteurs comme la langue, la religion, l'étiquette sociale et la technologie ainsi que le régime gouvernemental. Il est important de reconnaître que la norme de fonctionnement d'un pays étranger peut être très différente de la norme canadienne.

Finalement, les personnes interrogées souhaitent une plus grande certitude législative dans l'application de la Loi à l'extérieur du Canada. Les ministères ou les organismes qui financent ou dirigent un projet à réaliser à l'extérieur du Canada ont exprimé les besoins suivants :

- une meilleure définition du projet;
- l'exclusion de certains projets de la Loi;
- l'obligation législative de tenir des évaluations plus approfondies pour les projets à haut risque;
- une définition de public;
- l'élimination des processus d'évaluation environnementale qui font double emploi.

Compte tenu des différences entre les deux AR principales, l'ACDI et le MAECI, ce rapport recommandera la mise sur pied de deux mécanismes distincts pour l'évaluation des effets environnementaux des projets à réaliser à l'extérieur du Canada. Pour le MAECI, l'étude recommande l'utilisation continue de la Loi et du Règlement, avec des modifications appropriées. Pour l'ACDI, l'étude recommande l'élaboration d'un mécanisme distinct afin d'aborder l'évaluation des effets environnementaux sur des projets d'aide extérieure.

DOCUMENT DE TRAVAIL SUR L'APPLICATION DE LA LOI CANADIENNE SUR L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE AUX PROJETS À RÉALISER À L'EXTÉRIEUR DU CANADA

Introduction

En février 1999, l'Agence canadienne d'évaluation environnementale (l'Agence) a retenu les services de PricewaterhouseCoopers (PwC) pour préparer un document de travail sur l'application et le fonctionnement de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale* (la Loi) par rapport à :

- aux projets à réaliser à l'extérieur du Canada;
- au *Règlement sur le processus d'évaluation environnementale des projets à réaliser à l'extérieur du Canada* (le Règlement) et le bien-fondé des dispositions relatives à ces projets.

Cette étude fait partie des études de fond réalisées en préparation de l'Examen quinquennal de la Loi qui doit être fait par le ministre de l'Environnement. À la suite de l'examen, le ministre remettra au Parlement un rapport, accompagné d'une description de l'examen et des modifications qu'il recommande.

L'objectif de ce projet, tel qu'il est énoncé dans le mandat, consiste à « Préparer un document de travail qui examine l'application de la Loi et du Règlement aux projets à réaliser à l'extérieur du Canada. On étudiera la question de savoir si les objectifs de la Loi et du Règlement sont atteints et on formulera des recommandations réglementaires et non réglementaires permettant d'aborder les questions et les préoccupations soulevées ».

Cette étude a été entreprise conjointement au nom de l'Agence, de l'Agence canadienne de développement international (l'ACDI) et du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (le MAECI). La collecte et l'examen des données sur les questions et les processus liés à la Loi et au Règlement ont eu lieu entre mars et juin 1999. L'étape du rapport s'est déroulée de juin à juillet 1999.

Objet du présent document

Ce document définit et analyse les questions particulièrement importantes auxquelles font face les ministères et les organismes qui appliquent la Loi et le Règlement sur les projets à réaliser à l'extérieur du Canada. Dans la mesure du possible, on donne des exemples à l'appui de l'énoncé de la question. Des recommandations sont formulées pour chaque question. À l'annexe A, on précise les personnes avec qui on a communiqué pour participer à l'étude. À

l'annexe B, on trouvera un résumé de toutes les recommandations figurant dans le corps du document. À l'annexe C figure une liste des projets de l'ACDI qui exigent une évaluation environnementale et que l'on trouve dans son registre public. On trouvera à l'annexe D une liste des projets pour lesquels le MAECI a effectué une évaluation environnementale.

Méthodologie de l'étude

Phase I : Planification (mars 1999)

Les objectifs de la phase I consistaient à élaborer un plan de travail et un plan de consultation afin de déterminer les domaines principaux d'enquête; réunir la documentation pertinente et établir des liens avec les ministères, les organismes et les organisations non gouvernementales (les ONG).

L'équipe de l'étude de fond s'est réunie avec le comité directeur à la mi-mars pour lancer le projet et a entrepris par la suite les activités liées à l'étude. Le 8 avril 1999, on a présenté les résultats de la phase I au comité consultatif [ACDI, MAECI, Ressources naturelles Canada (RNC), ministère de la Défense nationale (MDN) et l'Agence]. La présentation portait sur les questions préliminaires, l'approche utilisée par le consultant et le plan de consultation proposé. Le plan de consultation a été approuvé par l'Agence.

Phase II : Processus de consultation (avril 1999)

Cette phase consistait à communiquer avec les principaux représentants des ministères et organismes fédéraux qui ont à appliquer la Loi à l'extérieur du Canada, et à les interroger. (Voir l'annexe A : Parties intéressées consultées).

Au cours de cette phase on a également procédé à une définition préliminaire des questions et à leur classement sur le plan du risque. Le cas échéant, des études de cas ont été réalisées. Un rapport préliminaire, comportant une liste de questions, a été présenté à l'Agence le 10 mai 1999. L'équipe a rencontré les représentants de l'Agence pour discuter des questions.

Phase III : Processus de consultation (suite);

Phase IV : Analyse et rédaction du rapport (mai à juillet 1999)

Ces phases ont consisté à mettre fin aux entrevues avec les parties intéressées, à analyser les données et à rédiger le document. On a plus particulièrement évalué les questions en fonction du risque qu'elles posent en utilisant un filtre à deux paliers présenté dans l'encadré 1 ci-dessous. Les questions figurent dans le document selon leur catégorie appropriée et sont classées de façon à ce que la première question d'une catégorie représente le risque le plus important dans cette catégorie.

Encadré 1 : Processus d'évaluation du risque

Chaque question a été « filtrée » au moyen des critères suivants pour déterminer la gravité et l'impact du risque :

- La question présente des difficultés importantes liées à l'application de la Loi.
- La question présente le risque d'une interprétation erronée de la Loi.

Dans ce document de travail, les questions énumérées sont regroupées en trois catégories pour faciliter l'analyse des points suivants :

- déterminer si la Loi s'applique;
- difficultés à mettre en œuvre le *Règlement sur le processus d'évaluation environnementale des projets à réaliser à l'extérieur du Canada* (le Règlement);
- contraintes liées à l'application du Règlement dans les pays étrangers.

Au besoin, le document de travail présente une description de l'importance de la question identifiée (renseignements sur la fréquence des cas, l'importance des effets et les autorités fédérales touchées).

Contexte

De nombreux projets à réaliser à l'extérieur du Canada, pour lesquels une autorité fédérale exerce une attribution ou une fonction comme il est décrit dans les alinéas 5(1)a) ou b), sont assujettis à une évaluation environnementale en vertu de la Loi.

L'évaluation environnementale est un concept relativement nouveau dans le monde. L'évaluation environnementale a été adoptée au Canada par le gouvernement fédéral en 1974 qui a été le premier niveau de gouvernement à le faire. À l'étranger, peu de régimes étaient en place en dehors de la Loi fédérale des États-Unis, la *National Environmental Policy Act* (la NEPA), adoptée en 1969.

²Le 1^{er} avril 1974, le gouvernement canadien a nommé la Commission fédérale d'examen des évaluations environnementales, au sein du ministère des Pêches et de l'Environnement afin de gérer le premier processus d'évaluation environnementale établi l'année d'avant. Le *Décret sur les lignes directrices visant le processus d'évaluation et d'examen en matière d'environnement* (le Décret) a été adopté en 1984 à la suite de cette initiative. En 1987, la Commission Brundtland (Nations Unies) a demandé l'amélioration des procédures d'évaluation environnementale à tous les paliers de gouvernement. En 1988, le gouvernement canadien a annoncé son appui au principe du développement durable et a reconnu que l'évaluation environnementale était un outil important pour promouvoir l'intégration des facteurs économiques et environnementaux à la prise de décision.

En 1989, le Discours du Trône a explicitement promis le dépôt au Parlement d'une loi sur l'évaluation environnementale. Cette année-là, d'importantes interprétations judiciaires ont été faites du Décret. Ces deux facteurs ont donné l'élan nécessaire pour faire de l'évaluation environnementale un sujet prioritaire du programme législatif du gouvernement fédéral. C'est ainsi qu'en 1990, le ministre de l'Environnement a déposé le projet de loi C-78, le premier projet de loi sur l'évaluation environnementale. Le projet de loi C-78 est « mort » au feuillet en 1991, lorsque le Parlement a été prorogé. Il a été redéposé plus tard la même année sous le nom de projet de loi C-13. Le 23 juin 1992, le projet de loi C-13 a été approuvé par les deux Chambres et a reçu la sanction royale. En 1994, le ministre de l'Environnement a déposé quatre modifications à la Loi, et le 19 janvier 1995 la Loi et ses modifications proposées sont entrées en vigueur et le Décret a été abrogé.

Le processus d'évaluation environnementale a fini par prendre une grande importance dans le monde. Au pays, toutes les provinces canadiennes ont actuellement des lois sur l'évaluation environnementale, bien que leur application et leurs exigences varient considérablement. La plupart des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économique (l'OCDE) exigent une évaluation environnementale pour leurs activités intérieures et d'aide au

² L'historique de la législation environnementale est adaptée de Beverly Hobby et coll., *Canadian Environmental Assessment Act: An annotated Guide*, Ontario, Canada Law Book inc., 1999)

développement international. La Banque mondiale et toutes les grandes banques de développement international se sont dotées de régimes d'évaluation environnementale qui régissent leurs décisions. Les conventions internationales sur la biodiversité et les effets environnementaux transfrontaliers comprennent des procédures d'évaluation environnementale. De plus, le programme environnemental des Nations Unies (le PENU) et d'autres organisations internationales responsables de la qualité environnementale ou qui l'influencent ont des régimes d'évaluation environnementale. Néanmoins, tout comme c'est le cas au Canada, il existe des différences considérables dans l'application et la forme des processus internationaux.

Les ministères et les organismes fédéraux canadiens (les autorités fédérales) qui sont responsables de projets à réaliser à l'extérieur du Canada et d'autres activités ont exprimé leur engagement général à l'égard de l'évaluation environnementale. Cependant, ils expriment des préoccupations au sujet de l'application des exigences relatives aux évaluations intérieures, telles qu'elles sont énoncées dans la Loi et le Règlement, aux décisions concernant le financement lié aux décisions concernant des activités se déroulant dans des pays étrangers.

Conformément à la Loi, entrée en vigueur le 19 janvier 1995, et sous réserve de diverses exceptions et exclusions, les projets sont assujettis à une évaluation environnementale. En ce qui a trait aux projets à réaliser à l'extérieur du Canada, cela doit être effectué avant qu'une autorité fédérale accorde à un promoteur une aide financière ou lui garantissee un emprunt en vue de permettre la mise en œuvre d'un projet particulier.

Depuis 1995 et encore maintenant, les autorités fédérales qui appliquent la Loi pour des projets à réaliser à l'extérieur du Canada ont de la difficulté à le faire. En vertu de la Loi, les ministères et les organismes (les autorités fédérales) doivent envisager la nécessité d'une évaluation environnementale pour les petits projets de développement, les grands projets de développement, les projets immobiliers et d'autres activités.

Compte tenu de ces préoccupations, le cabinet fédéral a donné la priorité à l'élaboration d'un règlement spécial en vertu de la Loi pour les projets à réaliser à l'extérieur du Canada. Le Règlement a été élaboré par un sous-comité du Comité consultatif de la réglementation, comité multipartite qui a été formé en 1991 afin de conseiller le ministre de l'Environnement sur l'élaboration de règlements en vertu de la Loi et sur des questions politiques. Le Règlement est entré en vigueur en novembre 1996.

Selon l'alinéa 59i)(ii) de la Loi, le Gouverneur en conseil peut, par règlement, modifier ou exclure toute procédure ou exigence du processus d'évaluation environnementale établi en vertu de la Loi afin d'adapter le processus aux projets à réaliser à l'extérieur du Canada et à l'extérieur du territoire domaniaal. Dans la Loi, le processus d'évaluation environnementale est énoncé aux articles 14 à 45. Par conséquent, le Règlement établissant les attributions énoncées à l'article 59 limite le *Règlement sur le processus d'évaluation environnementale des projets à réaliser à l'extérieur du Canada* aux modifications et exclusions prévues aux articles 14 à 45

de la Loi. Le Règlement a modifié et exclu des parties des articles 14 à 45. Plus particulièrement, le processus d'évaluation environnementale décrit dans la Loi pour les projets à réaliser à l'extérieur du Canada est modifié de deux façons importantes. Les changements comprennent l'addition d'un comité consultatif (comme l'un des organes auxquels le ministre peut renvoyer un projet pour la tenue d'une évaluation environnementale) et le retrait de la liste d'étude approfondie.

Le Règlement vise à modifier et à exclure certaines procédures et exigences du processus d'évaluation environnementale dans la Loi afin de mieux répondre aux conditions des pays étrangers et de respecter leur souveraineté. Selon le Résumé de l'étude d'impact de la réglementation, préparé au moment de sa promulgation, le Règlement doit :

...veiller à ce que les projets réalisés à l'extérieur du Canada se conforment aux principes de la Loi. Le Règlement respectera la souveraineté des États étrangers, ordonne que l'évaluation environnementale soit effectuée conformément aux principes et pratiques du droit international et permettra l'utilisation des procédures d'évaluation environnementale qui correspondent aux conditions présentes dans les États étrangers.

Expérience acquise jusqu'à présent dans l'application du Règlement sur le processus d'évaluation environnementale des projets à réaliser à l'extérieur du Canada

Les autorités fédérales qui appliquent la Loi et le Règlement

Autorités fédérales qui mettent en œuvre des projets à l'extérieur du Canada :

- l'ACDI;
- le MAECI;
- Anciens combattants Canada

Autres autorités fédérales, qui peuvent être touchées par le Règlement en raison de leur participation à des accords ou à des projets internationaux :

- Environnement Canada (EC);
- RNCan;
- MDN

ACDI

Le Canada assure une aide au développement sous la forme de biens, de services, de transfert de connaissances et de compétences et de contributions financières. En collaboration avec des partenaires des secteurs public et privé au Canada et dans les pays en développement et avec des organisations et des organismes internationaux, l'ACDI appuie des projets d'aide internationale dans plus de 100 pays en développement. Il s'agit de collaborer avec les pays en développement et les pays en transition afin de créer les outils qui leur permettront de répondre finalement à leurs propres besoins. Pour ce faire, l'ACDI se concentre sur six grands secteurs prioritaires :

- les besoins humains fondamentaux;
- les femmes en développement;
- les services d'infrastructure;
- les droits de la personne, la démocratie et le bon gouvernement;
- le développement du secteur privé;
- l'environnement.³

L'ACDI offre une aide financière aux pays partenaires pour des initiatives de développement et effectue une évaluation environnementale en rapport avec les initiatives qui sont des projets aux termes de la Loi. Les pays partenaires peuvent être situés en Afrique, en Europe, en Asie, au Moyen Orient et en Amérique centrale ou en Amérique du Sud.

³ Information tirée du site Web de l'ACDI (1999)

L'ACDI doit effectuer des évaluations environnementales en vertu de la Loi conformément à l'alinéa 5(1)b), qui stipule qu'une évaluation environnementale est nécessaire lorsqu'une autorité fédérale accorde une aide financière au promoteur d'un projet.

Au 31 mars 1999, l'ACDI avait effectué 291 évaluations environnementales de projets⁴ dont 74 avant l'entrée en vigueur du Règlement et 217 réalisées depuis l'entrée en vigueur du Règlement. La portée et la complexité des projets varient, de la construction d'un site d'enfouissement de déchets nucléaires à la construction de latrines dans une petite collectivité près d'une école. Tous les examens de ces projets étaient des examens préalables. Aucune évaluation environnementale n'a été effectuée au moyen d'un examen conjoint par une commission ou un comité consultatif.⁵

À l'ACDI, les projets peuvent être coordonnés à partir de l'administration centrale à Hull ou dans les missions canadiennes. Les évaluations environnementales, coordonnées par le personnel de l'administration centrale, sont déposées dans le registre public de l'ACDI à Hull. Les évaluations environnementales effectuées pour des projets administrés par les missions sont tenues sur les registres publics des missions et sont normalement d'une valeur monétaire inférieure (moins de 50 000 dollars).

Le personnel de l'ACDI bénéficie d'une formation et dispose de manuels d'évaluation environnementale pour faciliter l'application de la Loi. Il existe des formulaires d'évaluation environnementale dont les responsables de l'ACDI peuvent se servir au cours du processus d'évaluation environnementale.

Pour les projets provenant des directions bilatérales et de la Direction générale du partenariat canadien, le gestionnaire de projet de l'ACDI fait en sorte que les évaluations environnementales soient effectuées par l'organisation qui mettra en œuvre le projet. Des formulaires d'évaluation environnementale obligatoires font en sorte que les responsabilités de l'ACDI à l'égard de la détermination de la portée et des mesures à prendre sont assumées. Des spécialistes de l'environnement aident les gestionnaires de projet à interpréter la Loi et leur donnent des conseils techniques sur l'acceptabilité d'un rapport d'évaluation environnementale et sur les impacts des projets. Les rapports d'évaluation environnementale et leurs formulaires correspondants sont envoyés au registre public pour que le public puisse y accéder facilement. À l'ACDI, le registre public est situé au Centre de documentation de l'ACDI, au 8^e étage, 200, promenade du Portage, à Hull, au Québec. Le Centre de documentation est ouvert au public pendant les heures de travail. Des cubicules se trouvent sur place pour faire de la lecture et des recherches. Le registre public comprend un classeur qui contient les dossiers d'évaluation environnementale.

⁴ Une liste des EE effectuées par l'ACDI figure à l'annexe C.

⁵ L'Index fédéral des évaluations environnementales (l'IFEE) énonce que : « Le nombre total d'inscriptions n'est pas nécessairement le reflet du nombre total des EE. Les inscriptions qui utilisent des endroits géographiques multiples (par exemple, pour déterminer le début et la fin du projet ou la zone que le projet englobe) apparaissent pour chaque endroit indiqué ». Cependant, l'ACDI a confirmé que le nombre des inscriptions dans l'IFEE représente le nombre des projets pour lesquels des EE ont été effectuées.

Pour les projets administrés par les missions, un processus très semblable est utilisé. Le gestionnaire de projet de la mission est responsable de la tenue de l'évaluation environnementale. Le gestionnaire de projet effectue l'évaluation environnementale et remplit les formulaires obligatoires d'évaluation environnementale de l'ACDI. Les spécialistes de l'environnement des directions de l'administration centrale de l'ACDI à Hull sont là pour donner des conseils techniques sur l'application de la Loi et pour déterminer les impacts du projet. Les rapports d'évaluation environnementale et leurs formulaires correspondants sont tenus dans un registre public aux missions. Les titres des projets sont envoyés au registre public à Hull. Si le public souhaite examiner une évaluation environnementale d'un projet administré par une mission, celle-ci l'enverra.

On trouvera à l'annexe C une description des projets de l'ACDI pour lesquels une évaluation environnementale a été effectuée à l'extérieur du Canada. L'annexe montre la description du projet, sa valeur monétaire et le programme responsable de l'évaluation environnementale.

MAECI

Le MAECI participe à des projets à réaliser à l'extérieur du Canada. Son mandat, tel qu'il est défini dans la *Loi sur le MAECI*, comprend les éléments suivants :

- mener toutes les relations diplomatiques et consulaires au nom du Canada;
- coordonner les relations économiques du Canada;
- encourager l'expansion du commerce international du Canada;
- coordonner l'orientation donnée par le gouvernement du Canada aux chefs des missions diplomatiques et consulaires et gérer ces missions.

Le ministère gère des biens immobiliers canadiens à l'étranger, notamment 62 dont il est propriétaire et 140 en location, 70 résidences officielles dont il est propriétaire et 42 en location et 420 logements du personnel dont il est propriétaire et 1 125 en location. Le ministère compte 28 bureaux de passeport locaux et régionaux et un réseau régional de 12 centres de commerce international. À l'étranger, y compris les consuls honoraires, le ministère compte plus de 200 points de service ainsi qu'un réseau de 129 missions et 33 bureaux dans 104 pays.

Le MAECI effectue des évaluations environnementales pour les projets de construction, d'exploitation et de modification des chancelleries et des logements du personnel et d'autres installations diplomatiques dans les pays étrangers. Depuis l'entrée en vigueur de la Loi le 19 janvier 1995, le MAECI a effectué 42 évaluations environnementales dont 33 avant l'entrée en vigueur du Règlement et neuf après son entrée en vigueur le 7 novembre 1996. La Loi exige que le MAECI effectue une évaluation environnementale en vertu de l'alinéa 5(1)a) de la Loi qui stipule qu'une évaluation environnementale est nécessaire lorsque l'autorité

fédérale est le promoteur du projet. Il arrive souvent que le pays étranger n'ait pas un intérêt direct dans le projet ni dans le processus d'évaluation environnementale.

Le MAECI a élaboré des lignes directrices concernant la tenue des évaluations environnementales. Les lignes directrices visent à fournir aux employés une information étape par étape sur la tenue des EE de projets à réaliser à l'extérieur du Canada pour lesquels le MAECI est l'autorité responsable (AR). Ces lignes directrices visent à compléter le Règlement. De plus, le ministère s'est doté de lignes directrices concernant les exigences environnementales de la Loi propres à un projet ou à un bien immobilier et les diverses autres politiques et lois (comme la *Loi canadienne sur la protection environnementale*, la politique du Conseil du Trésor, le Code fédéral de gestion de l'environnement et la politique sur l'écologisation des opérations du gouvernement).⁶

Les évaluations environnementales sont effectuées essentiellement pour des projets concernant les immeubles des ambassades et des hauts-commissariats et les résidences du personnel du ministère travaillant à l'étranger. Des projets sont susceptibles d'être exécutés dans tous les pays où le Canada a une mission. Au MAECI, les évaluations environnementales sont coordonnées par les agents de gestion immobilière à Ottawa pour les divers projets exécutés à l'extérieur du Canada. La Division des services environnementaux donne des conseils et de l'aide aux agents de projet du MAECI à l'administration centrale et dans les missions au sujet de l'application du processus d'évaluation environnementale prévu par la Loi et le Règlement. Le formulaire d'évaluation environnementale de projet immobilier décrit le processus d'évaluation environnementale prévu par la Loi et permet au MAECI de décider de la portée du projet et des mesures à prendre.

Les projets pour lesquels une évaluation environnementale est effectuée sont consignés dans l'Index fédéral des évaluations environnementales (l'IFÉE) tenu par l'Agence. L'IFÉE est la vitrine du registre public du MAECI. Le public peut communiquer avec l'administration centrale du MAECI pour obtenir l'accès aux dossiers des évaluations environnementales figurant dans l'IFÉE.

Un examen du registre public du MAECI a révélé que 20 évaluations environnementales ont été effectuées en réponse à des ventes de logements d'employés, de chancelleries ou d'autres propriétés. Douze évaluations environnementales l'ont été en réponse à de nouvelles constructions de résidences officielles, chancelleries et autres bâtiments et une évaluation environnementale correspondait à des modifications d'un immeuble existant.

L'annexe D présente une liste des évaluations environnementales effectuées par le MAECI et qui figurent dans l'IFÉE.

⁶ Extrait du site Web du MAECI sur le développement durable, annexes A et B (1999).

Anciens combattants Canada

Anciens combattants Canada fournit aux anciens combattants, aux civils admissibles et à leurs familles les avantages et les services auxquels ils ont droit, afin de promouvoir leur bien-être et leur autosuffisance en tant que membres actifs de leur communauté et pour garder le souvenir de leurs réalisations et de leurs sacrifices pour tous les Canadiens.

Dans le cadre de ses efforts pour reconnaître les anciens combattants, le ministère entreprend des projets liés aux monuments qui commémorent la participation du Canada à des batailles comme celle de la Première guerre mondiale en France. Anciens combattants Canada n'a exécuté qu'un projet exigeant une évaluation environnementale aux termes de la Loi et elle a été effectuée par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au nom de Anciens combattants.⁷ Les responsables du ministère ont déclaré que cette évaluation environnementale était leur seule expérience avec le Règlement. Ils ne voient pas de problème à respecter son application.

Environnement Canada

En vertu de la *Loi sur le ministère de l'Environnement*, EC est tenu de :

- préserver et améliorer la qualité de l'environnement naturel (notamment les oiseaux migrateurs et autres flores et faunes non canadiennes);
- conserver et protéger les ressources en eau du Canada;
- fournir des prévisions météorologiques;
- appliquer les règles de la Commission conjointe internationale Canada-États-Unis;
- coordonner les politiques et les programmes environnementaux au niveau fédéral.

Environnement Canada administre au nom du gouvernement de nombreux accords internationaux et participe à des projets internationaux.

Les représentants de Environnement Canada ont indiqué que le ministère était peu impliqué dans l'application de la Loi à des projets à l'extérieur du Canada. Bien que le ministère participe à certains projets internationaux, les représentants ont affirmé que cela n'était pas considéré comme des « projets » en vertu de la Loi. De plus, toute future participation dans le cadre du Règlement le serait probablement à titre d'autorité fédérale plutôt que d'autorité responsable.⁸

Ressources naturelles Canada

⁷ Anciens combattants Canada n'a pas de dossier dans l'IFEE. Le seul projet qui y figure a été mentionné pendant les entrevues.
⁸ Cette position est un résumé d'une note de service du conseiller principal intérimaire, Relations interministérielles et régionales, Politiques et planification des évaluations environnementales, Environnement Canada (1^{er} avril 1999).

Le mandat du ministère des Ressources naturelles du Canada, tel qu'il est défini dans la *Loi sur les ressources naturelles du Canada* de 1995, fait du développement durable une responsabilité dans les domaines de l'énergie, des minéraux et des métaux, des forêts et des sciences de la terre. RNCan établit et maintient une infrastructure de connaissances nationales sur les terres et les ressources canadiennes; veille à ce que les politiques et les règlements fédéraux sur des questions comme l'environnement, le commerce, l'économie, les terres canadiennes et les sciences et la technologie améliorent la contribution du secteur des ressources naturelles à l'économie, et encourage les intérêts internationaux du Canada.

Le programme d'évaluation environnementale de RNCan vise à faire preuve de diligence raisonnable, d'une plus grande sensibilisation aux responsabilités et à évaluer le niveau de conformité et de qualité des évaluations du ministère. Les résultats font l'objet d'un rapport annuel auquel le public peut avoir accès. Les administrateurs d'évaluation environnementale dans l'ensemble du ministère remplissent et classent leurs examens environnementaux préalables par voie électronique. Le ministère possède une base de données centrale et les données sont régulièrement transmises à l'Index fédéral des évaluations environnementales, dans le cadre du registre public.⁹

Aucun des projets de RNCan n'a déclenché l'application de la Loi à l'étranger, mais le ministère a donné son opinion sur le Règlement et a fait des observations sur cette étude de fond.

Ministère de la Défense nationale

Le ministère de la Défense nationale n'a pas appliqué la Loi à l'extérieur du Canada et évalue actuellement l'application de la Loi à ses activités et opérations à l'étranger. La position du ministère, telle qu'elle a été stipulée en 1997, est la suivante :

- a) «... le *Règlement sur le processus d'évaluation environnementale des projets à réaliser à l'extérieur du Canada*, aux termes de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*, pourrait s'appliquer aux opérations militaires à l'étranger et donc aux contingents canadiens ou à des membres individuels des FC qui sont sous le commandement de l'ONU. Une violation du droit environnemental canadien serait une infraction en vertu de la *Loi sur la Défense nationale* et, comme tel, devient une accusation aux termes du Code de discipline militaire passible de poursuites devant un tribunal d'instruction sommaire ou une cour martiale, selon le cas.
- b) La politique tacite du MDN/FC (ministère de la Défense nationale/Forces canadiennes) concernant les règlements et normes en matière d'environnement des pays hôtes, au cours d'opérations à l'extérieur de la base, est que, lorsque la norme environnementale applicable du pays hôte est plus rigoureuse que l'exigence canadienne, les FC se conforment à la norme la plus rigoureuse. Seul le Engineering Field Manual, B-GL-

⁹ Extrait de la Stratégie de développement durable de RNCan (1998).

320/FP-001 précise que « une norme environnementale minimum canadienne s'appliquera ».¹⁰

L'Index fédéral des évaluations environnementales ne comporte pas d'évaluations environnementales effectuées par le MDN pour des projets réalisés à l'extérieur du Canada.

Vers une meilleure approche des ÉE à réaliser à l'extérieur du Canada

Il y a deux autorités responsables principales qui effectuent des évaluations environnementales à l'extérieur du Canada : l'ACDI et le MAECI, et ce qui précède démontre qu'il y a des différences marquées quant à la nature et aux types de projets entrepris par ces deux autorités. Par exemple, des projets d'aide extérieure, qui sont financés par l'ACDI, s'étendent de la construction de latrines municipales à celle de grandes installations de production dans des pays en développement. Dans ces cas-ci, l'ACDI n'est pas le promoteur du projet, mais agit en relation de partenariat avec le pays bénéficiaire. En vertu de la Loi, le déclencheur est l'attribution d'une aide financière.

D'un autre côté, le MAECI mène des ÉE pour lesquelles il est le promoteur du projet. Ses projets comprennent la construction, la vente, la cession à bail, l'achat ou la modification d'une ambassade ou d'une chancellerie. Près de la moitié des projets du MAECI ont été réalisés dans des pays en développement.

Compte tenu de ces différences, ce rapport recommandera la mise sur pied de deux mécanismes distincts pour l'évaluation des effets environnementaux des projets à réaliser à l'extérieur du Canada. Pour le MAECI, l'étude recommande l'utilisation de la Loi et du Règlement, avec les modifications appropriées s'il y a lieu. Pour l'ACDI, l'étude recommande l'élaboration d'un mécanisme distinct afin d'aborder l'évaluation des effets environnementaux sur des projets d'aide extérieure.

¹⁰ Extrait d'une note de service du directeur de la gerance environnementale, MDN, au chef de cabinet adjoint, Génie en terrain d'aviation, Commandement aérien, du 28 août 1997.

Questions relatives à la Loi et au Règlement

Les questions sont définies et analysées selon trois catégories, soit :

- déterminer si la Loi s'applique;
- les difficultés d'application du *Règlement sur le processus d'évaluation environnementale des projets à réaliser à l'extérieur du Canada*;
- contraintes liées aux activités dans un pays étranger;

Les questions et les préoccupations sont décrites ci-dessous sous chaque catégorie et sont classées du risque le plus élevé au plus faible.

Déterminer si la Loi s'applique

Contexte

Pour déterminer si la Loi s'applique, l'autorité responsable doit déterminer si une proposition :

- est un projet aux termes de la Loi,
- n'est pas exclue de la Loi ou d'un règlement de la Loi;
- implique une autorité fédérale;
- implique une action qui déclenche l'obligation d'une évaluation environnementale en vertu de la Loi.

Une proposition est un projet lorsqu'il correspond à la définition de projet donné dans la Loi. Le paragraphe 2(1) définit « projet » comme suit :

- a) « réalisation, y compris l'entretien, la modification, la désaffectation ou la fermeture, d'un ouvrage ou proposition d'exercice d'une activité concrète, non liée à un ouvrage désigné par règlement ou faisant partie d'une catégorie d'activités concrètes désignée par règlement aux termes de l'alinéa 59 b); (*Règlement sur la liste d'inclusion*) ».

Certains projets sont exclus de la Loi du fait qu'ils n'ont pas d'effets environnementaux importants. Une liste des projets exclus figure dans le *Règlement sur la liste d'exclusion*.

Les autorités fédérales doivent appliquer la Loi aux projets. Selon la Loi, une autorité fédérale peut être un organisme du gouvernement du Canada, un ministère fédéral ou un établissement public (selon la définition de la *Loi sur la gestion des finances publiques*). Les entités suivantes ne sont pas considérées comme des autorités fédérales :

- commissaire en conseil,
- un organisme ou un organe du Yukon ou des Territoires du Nord-Ouest,
- un conseil de bande au sens de la *Loi sur les Indiens*,
- les commissaires des ports de Hamilton,
- les commissaires des ports de Toronto,
- les sociétés d'État.

La Loi s'applique aux projets à réaliser à l'extérieur du Canada lorsque les autorités fédérales prennent des décisions sur des projets. Plus précisément, lorsque les autorités fédérales sont le promoteur du projet ou fournissent une aide financière au projet.

Article 5 : Projets visés - déterminer si la Loi s'applique

Une évaluation environnementale est nécessaire avant qu'une autorité fédérale n'exerce les attributions ou ne remplisse l'une des fonctions suivantes liées à un projet :

- propose un projet;
- accorde des fonds ou toute autre aide financière à un projet;
- cède un droit foncier en vue de la mise en oeuvre du projet;
- exerce une fonction de réglementation liée à un projet, telle que la délivrance d'un permis ou d'une licence, qui est prévue par le *Règlement sur les dispositions législatives et réglementaires désignées*.

Concernant les projets à réaliser à l'extérieur du Canada, seuls les deux premiers déclencheurs énumérés ci-dessus s'appliquent.

Le fait de déterminer si un projet exige une évaluation environnementale n'est pas toujours simple. Selon l'ACDI notamment, c'est un défi permanent que d'avoir à décider si la Loi s'applique ou non . À cela s'ajoute la complexité et la difficulté de se conformer à la Loi lorsque l'ACDI cofinance un projet avec un autre organisme fédéral comme une société d'État. L'ACDI et la société d'État appartiennent à la famille fédérale des organisations, mais sont assujetties à des lois et des politiques différentes en matière d'évaluation environnementale.

Déterminer si la Loi s'applique

- 1. Lorsque le financement d'un projet déclenche l'application de la Loi, l'évaluation environnementale n'est pas toujours bien utilisée comme outil de planification puisqu'elle est effectuée à la fin de l'étape de la planification du projet.**

L'alinéa 5(1)b) de la Loi précise qu'une évaluation environnementale est nécessaire avant qu'une autorité fédérale offre une aide financière au promoteur en vue de lui permettre de mettre en œuvre le projet en tout ou en partie. De plus, le préambule prévoit que les facteurs environnementaux doivent être pris en compte dans les processus de planification et de décision.

Pourtant, le déclenchement d'une évaluation environnementale immédiatement avant la fourniture d'une aide financière revient à effectuer une évaluation environnementale lorsque les détails du projet sont déterminés et après qu'une partie de la planification et de la prise de décision se soit produite. Par conséquent, il n'est plus possible d'envisager des solutions de rechange au projet et il n'existe que peu de possibilités d'influencer la prise de décision.

L'étude a découvert que les dispositions de la Loi ne garantissent pas l'utilisation de l'évaluation environnementale comme outil de planification efficace. Cette question est préoccupante pour les quatre directions générales bilatérales de l'ACDI car les pays en développement déterminent leurs besoins et leurs projets et demandent ensuite une aide financière internationale. Lorsque l'ACDI demande la tenue d'une évaluation environnementale avant de fournir l'aide financière à une Agence canadienne d'exécution, l'évaluation environnementale est souvent effectuée tardivement dans le processus de planification et peut n'avoir qu'une influence minime comme outil de planification.

Les personnes interrogées ont exprimé leur préoccupation au sujet de certaines contradictions dans les articles de la Loi, notamment entre l'article 54 et l'article 7. Le paragraphe 54(2) de la Loi exige une évaluation environnementale lorsqu'une autorité fédérale finance un projet si les détails essentiels ne sont pas déterminés. Cela veut dire que les études réalisées pour déterminer l'aspect pratique, la portée et les coûts généraux d'un projet (étude de faisabilité) pourraient être assujettis à la Loi. Étant donné que les études de faisabilité des projets sont des projets en cours de planification lorsque des détails essentiels sont en train d'être déterminés. De même, si l'on considère l'évaluation environnementale comme un outil de planification, il est raisonnable de s'attendre à ce que la Loi vise les études de faisabilité. Par contre, le paragraphe 7(2) de la Loi stipule que « . . . Il n'est pas nécessaire d'effectuer une évaluation environnementale dans les cas où l'autorité fédérale exerce une attribution... à l'égard d'un projet dont les détails essentiels ne sont pas déterminés avant cet exercice ou au moment de celui-ci. » Une interprétation de cet article laisse à penser que les études de faisabilité ne sont pas des projets en vertu de la Loi.

Selon ces deux extraits de la Loi, l'application de la Loi aux études de faisabilité n'est pas certaine. Si la Loi s'applique seulement lorsque les détails essentiels sont déterminés et avant le financement, les dispositions, concernant l'évaluation environnementale comme outil de planification et comme moyen d'atteindre un développement durable, peuvent ne pas être suffisantes.

EXEMPLE D'UNE EE EFFECTUÉE TARDIVEMENT AU STADE DE LA PLANIFICATION DU PROJET :

L'ACDI offre une aide financière à une Agence canadienne d'exécution pour la préparation d'une étude de faisabilité en Europe de l'Est. Cette étude mène à un projet. On ne sait pas si le financement de l'étude de faisabilité déclenche l'application de la Loi. Pourtant, la tenue d'une EE pour l'étude de faisabilité serait un moyen efficace d'intégrer les facteurs environnementaux dans le processus de planification et de décision.

Les ministères et les organismes auraient plus de certitude et leurs décisions auraient force de loi si cette question était prévue dans la Loi ou le *Règlement sur le processus d'EE des projets à réaliser à l'extérieur du Canada*.

Importance de la question :

Cette question concerne tous les projets pour lesquels une autorité fédérale répond à une demande de financement extérieur. Cela veut dire que la question est un problème permanent pour les quatre directions générales bilatérales de l'ACDI puisque les pays en développement déterminent leurs besoins et leurs projets et demandent ensuite une aide financière internationale.

Évaluation du risque :

Le déclencheur financier qui entre en vigueur tardivement dans la planification d'un projet représente d'importantes difficultés en ce qui concerne le respect de l'intention de la Loi qui précise que « l'évaluation environnementale constitue un outil efficace pour la prise en compte des facteurs environnementaux dans les processus de planification et de décision, de façon à promouvoir un développement durable. »¹¹ Cela contrevient également à l'article 11 qui stipule qu'il est important que l'autorité fédérale « . . . veille à ce que l'évaluation environnementale soit effectuée le plus tôt possible au stade de la planification du projet, avant la prise d'une décision irrévocable ». Lorsque une évaluation environnementale est déclenchée par le financement d'un projet, cela limite les possibilités d'influencer la planification dès le départ; c'est le cas pour toutes les évaluations environnementales déclenchées par le déclencheur financier.

¹¹ Préambule de la Loi, paragraphe 2

Recommandation n° 1 :

a) En consultation avec les parties intéressées, l'Agence pourrait envisager de restructurer la Loi pour que l'évaluation environnementale soit effectuée au début de la planification d'un projet plutôt qu'avant son financement.

b) En consultation avec l'Agence, les autorités fédérales pourraient envisager d'examiner leurs procédures internes afin de mieux appliquer la Loi comme outil de planification.

2. Certaines activités susceptibles de causer des dommages environnementaux importants ne déclenchent pas l'application de la Loi.

Un projet peut être n'importe quelle construction, opération, modification, désaffectation, ou abandon proposé ou toute autre activité liée à un ouvrage. Les projets sont également toute activité concrète non liée à un ouvrage qui est décrite dans le *Règlement sur la liste d'inclusion*. Certaines activités liées à des ouvrages sont exclues de la Loi du fait que leurs effets environnementaux sont jugés négligeables. Ces activités sont décrites dans le *Règlement sur la liste d'exclusion*.

Certaines activités susceptibles de causer des dommages environnementaux importants qui ne déclenchent pas l'application de la Loi sont les suivantes :

- le *Règlement sur la liste d'exclusion* décrit certains projets qui sont exclus des exigences relatives à l'évaluation environnementale de la Loi. Bien que la liste puisse être appropriée pour des activités canadiennes, l'étude a trouvé que le *Règlement* ne l'est pas toujours pour les projets à réaliser à l'extérieur du Canada. (Voir l'exemple 1 dans l'encadré ci-dessous.)
- l'utilisation du terme « ouvrage » implique l'exclusion des activités qui ne sont pas des « ouvrages ». L'étude a trouvé un certain nombre d'exemples qui ont des effets environnementaux négatifs et qui ne sont pas visés par le *Règlement sur la liste d'inclusion*. (Voir les exemples 2, 3 et 4 dans l'encadré ci-dessous) Dans ce cas, le *Règlement sur la liste d'inclusion* peut n'être pas suffisamment adapté aux projets à réaliser à l'extérieur du Canada;

EXEMPLES D'ACTIVITÉS SUSCEPTIBLES DE CAUSER DES DOMMAGES ENVIRONNEMENTAUX IMPORTANTS ET QUI NE DÉCLENCHENT PAS L'APPLICATION DE LA LOI.

Exemple 1 :

Un projet de construction de puits dans un village n'exige pas d'EE selon la Loi et figure dans le *Règlement sur la liste d'exclusion*. Dans un contexte canadien, un puits est normalement utilisé pour fournir de l'eau à un bâtiment rural de faible utilisation. Mais en Afrique, un puits peut fournir de l'eau à un village de 700 personnes. Bien que l'impact d'un puits (fournir de l'eau à un village de 700 personnes dans un climat sec) soit important, la Loi n'est pas déclenchée.

Exemple 2 :

Le gouvernement d'un pays partenaire a demandé l'appui du gouvernement canadien pour un projet de développement agricole, plus précisément une somme de 90 millions de dollars US et 8 000 mois-personnes de formation et 95 mois-personnes d'aide technique. Le projet prévoyait l'expansion de la production de bétail, de porc et d'autres animaux d'élevage de petits exploitants; des projets d'aquiculture, la transformation du grain, des viandes et du lait et le développement institutionnel. La zone visée représentait 142 000 km² et l'utilisation était intensive (2,75 millions de familles agricoles

vivent dans cette zone). Une évaluation approfondie des activités et des activités proposées était nécessaire pour réduire au minimum les tensions environnementales et réduire la pollution. Cependant, la Loi n'a pas été déclenchée car il ne s'agit pas d'un « ouvrage ».

Exemple 3 :

Une compagnie forestière canadienne envisageait une coentreprise avec une compagnie d'Amérique du Sud en vue d'une opération forestière à petite échelle, à l'intérieur d'une concession forestière initiale d'environ 60 000 hectares. Au départ, on allait utiliser des scieries portables pour traiter le bois de la concession, ce qui permettrait de commencer les activités et de les développer de façon gérable. Il était essentiel d'appliquer une bonne gestion forestière pour éviter l'érosion du sol, maintenir la qualité de l'eau dans les ruisseaux et assurer la viabilité des couloirs de migration et les habitats de la faune. Pourtant, ces activités n'ont pas déclenché l'application de la Loi.

Exemple 4 :

La déforestation ne déclenche pas l'application de la Loi, mais l'utilisation du bois qui résulte de la déforestation exige une EE. La déforestation n'est pas visée par le *Règlement sur la liste d'inclusion* pour les projets à réaliser à l'extérieur du Canada. Au Canada, la *Loi sur les pêches* fédérale s'applique de même que les lois provinciales. De plus, au Canada, la sensibilisation du public et les pressions des ONG sont des mesures efficaces contre la déforestation.

Dans un pays partenaire, la déforestation ou la coupe à blanc peut ne pas être contrôlée par les lois internes ou la sensibilisation du public et les groupes de pression, comme c'est le cas au Canada. Le processus d'EE en vertu de la Loi peut être le seul outil permettant de donner des conseils en gestion forestière et de contrôler la coupe à blanc. Pourtant, le *Règlement sur la liste d'inclusion* est adapté au contexte canadien mais peut ne pas représenter convenablement les normes du pays étranger où le Canada finance les projets.

Exemple 5 :

La *Loi sur les pêches* canadienne est un déclencheur des projets de pêche dans le *Règlement sur la liste d'inclusion*. Cette inclusion correspond au contexte canadien. Pourtant, l'ACDI participe à de nombreux projets de pêche ou projets connexes dans des pays étrangers pour lesquels il n'est pas nécessaire d'effectuer une EE.

Importance de la question :

Cette question ne concerne que l'ACDI. Il n'est pas possible de mesurer la fréquence à laquelle elle surgit en terme quantitatif car les activités ne sont pas des projets aux termes de la Loi et il n'existe pas de système pour déterminer la fréquence. Cependant, le problème se pose continuellement.

Évaluation du risque :

Le fait que la Loi semble oublier les activités susceptibles d'avoir des effets environnementaux négatifs importants compromet l'objet de la Loi qui est de :

- « viser au développement durable par des actions de conservation et d'amélioration de la qualité de l'environnement ainsi que de promotion d'une croissance économique de nature à contribuer à la réalisation de ces fins; »¹²
- l'évaluation environnementale constitue un outil efficace pour la prise en compte des facteurs environnementaux dans les processus de planification et de décision, de façon à promouvoir un développement durable. »¹³

Il est à noter que le risque posé par cette question s'applique seulement aux activités qui ne sont pas visées par la Loi.

Recommandation n° 2 :

En consultation avec les parties intéressées, l'Agence pourrait envisager de mettre sur pied un mécanisme distinct pour évaluer les effets environnementaux des projets d'aide extérieure.¹⁴ Ce mécanisme traiterait les enjeux que constitue la capture des activités susceptibles de causer des dommages importants à l'environnement de plusieurs façons, notamment :

- a) (I) En consultation avec les parties intéressées, l'Agence pourrait envisager de dresser une liste de catégories de projets dans laquelle figureraient les activités qui risquent d'entraîner des effets négatifs importants et qui ne sont pas actuellement visées par la Loi. On pourrait utiliser la liste plutôt que de définir le terme « ouvrage » dans la Loi. Cela pourrait se révéler plus facile à comprendre et apporter des certitudes puisque l'on saurait ce qu'est un projet en vertu de la Loi..¹⁵
- b) (II) En consultation avec les parties intéressées, l'Agence pourrait envisager de mieux définir le terme « ouvrage » afin d'inclure les activités qui risquent d'entraîner un impact environnemental important. Cette recommandation pourrait également comprendre l'élargissement du *Règlement sur la liste d'inclusion* aux projets à réaliser à l'extérieur du Canada et éventuellement l'établissement de listes plus précises pour les projets mis en œuvre dans le cadre de l'aide internationale.¹⁶

¹² Préambule de la Loi, paragraphe 1

¹³ Préambule de la Loi, paragraphe 2

¹⁴ Des projets d'aide extérieure comprennent l'Aide publique au développement (c.-à-d., l'APD appuie le développement durable dans les pays en développement, dans le but de réduire la pauvreté et de contribuer à un monde plus prometteur, équitable et prospère) et aider l'Europe du centre et de l'Est ainsi que l'ex-Union Soviétique.

¹⁵ Le Service de l'environnement de la Banque mondiale utilise des listes de catégories de projets. Les catégories sont choisies en fonction du jugement professionnel des responsables et de l'information disponible au moment de l'identification du projet.

Référence : Directive opérationnelle de la Banque mondiale 4.01.

¹⁶ Il y a lieu cependant de faire preuve de prudence car cette option peut ne pas résoudre la question d'activités qui ne sont pas des ouvrages » susceptibles de causer des dommages à l'environnement et qui ne déclenchent pas l'application de la Loi. Le *Règlement sur la liste d'inclusion* devrait intégrer ces activités non liées à des ouvrages.

3. La définition de projet aux termes de la Loi ne définit pas le terme « ouvrage ».

Lorsqu'on examine l'application de la Loi à une activité, l'AR détermine si l'activité est un projet aux termes de la Loi. L'étude a permis de montrer que bien que le terme « projet » soit défini dans la Loi, le terme « ouvrage » ne l'est pas. Cela a rendu difficile une application simple de la Loi (il faut interpréter la définition, examiner le *Règlement sur la liste d'exclusion*, examiner le *Règlement sur la liste d'inclusion*, obtenir une orientation des conseillers en politique d'évaluation environnementale, obtenir des conseils juridiques).

Sans une définition à laquelle se fier, on risque d'appliquer la Loi sans uniformité. De façon plus pragmatique, les personnes interrogées ont noté que l'on passe un temps considérable à déterminer si une évaluation environnementale est un projet aux termes de la Loi, alors qu'on s'attendrait à ce que cette étape soit simple.

EXEMPLES D'INITIATIVES QUI POURRAIENT ÊTRE DES « OUVRAGES » ALORS QUE LA DÉFINITION DE PROJET N'EST PAS ASSEZ PRÉCISE.

Exemple 1 :

On ne sait toujours pas si la plantation d'arbres sur une ferme est un « ouvrage ».

Exemple 2 :

On ne sait toujours pas si la coupe d'arbre est un « ouvrage ».

Exemple 3 :

Le MAECI désaffecte des bâtiments, des appartements, etc., ou y effectue des réparations importantes. Ces activités peuvent exiger une EE si elles correspondent à la définition de projet dans la Loi. Une EE est nécessaire pour une désaffectation ou une modification alors que les activités d'entretien n'en exigent pas. On ne sait pas où commence l'entretien et où commence la modification, malgré l'existence de l'article 4 de l'annexe 1 du *Règlement sur la liste d'exclusion*.

Importance de la question :

L'ACDI et le MAECI ont soulevé cette question. Elle a été caractérisée comme un problème difficile qui n'est pas toujours surmontable. Pour certaines activités, la décision n'est jamais certaine. Elle est également caractérisée comme une question à régler chaque fois qu'une nouvelle activité surgit.

Évaluation du risque :

L'interprétation du terme « ouvrage » est nécessaire lorsqu'une activité est proposée. Les interprétations du terme « ouvrage » diffèrent, même parmi les experts, et il faut parfois une opinion juridique. Le fait d'avoir à interpréter si une activité est liée à un ouvrage représente une difficulté concrète d'application de la Loi. De plus, il est possible de mal interpréter la Loi car on ne sait pas toujours si une activité correspond à la définition de « projet » dans la Loi.

Recommandation n° 3

Voir la recommandation n° 2 (I) et (II). Pour l'ACDI, l'une ou l'autre des options énumérées ci-dessus pourraient être élaborées au sein d'un mécanisme distinct pour l'évaluation des effets environnementaux de projets d'aide extérieure. Cependant, pour le MAECI, l'une ou l'autre des options énumérées ci-dessus pourraient être prises en compte en modifiant la Loi et le Règlement.

4. Il n'est pas certain que la Loi s'applique lorsque le financement est accordé à une entité autre que le promoteur (tierce partie).

L'alinéa 5(1)b) de la Loi stipule qu'une évaluation environnementale est nécessaire avant qu'une autorité fédérale n'offre une aide financière au promoteur. Pour ce qui est des projets bilatéraux de l'ACDI, le pays partenaire est le promoteur des projets. L'ACDI participe au projet en finançant une entité autre que le promoteur, l'Agence canadienne d'exécution¹⁷, qui exécute le travail. Dans la mesure où l'Agence canadienne d'exécution reçoit le financement, l'ACDI n'est pas toujours sûre qu'une évaluation environnementale soit nécessaire en vertu de la Loi.

Techniquement, la Loi ne s'applique pas à un projet pour lequel une entité autre que le promoteur a reçu un financement. Pourtant, cette exclusion ne correspond pas tout à fait à l'engagement énoncé dans le préambule : « ... (Le Canada) s'engage à jouer un rôle moteur tant au plan national qu'au plan international dans la prévention de la dégradation de l'environnement ... »

Tous les projets relevant des quatre directions bilatérales de l'ACDI connaissent cette question. Lorsque l'ACDI demande une évaluation environnementale pour un projet important, l'Agence canadienne d'exécution (l'ACE) peut s'opposer à la demande du fait qu'elle n'est pas le promoteur du projet. Cela voudrait dire que tous les projets des quatre directions bilatérales de l'ACDI seraient exclus de la Loi. L'intention de la Loi serait plus claire si l'on mentionnait le financement du projet plutôt que celui du promoteur. Il serait utile à l'ACDI que le déclencheur financier soit mieux précisé.

VOICI UN EXEMPLE DE FINANCEMENT FOURNI PAR L'ACDI À L'AGENCE CANADIENNE D'EXÉCUTION POUR RÉALISER UN PROJET EXTÉRIEUR AU CANADA :

Le pays partenaire (le promoteur du projet) demande l'aide de l'ACDI pour construire un hôpital. Pour que le projet puisse être exécuté, l'ACDI finance une Agence canadienne d'exécution pour construire l'hôpital. Ce n'est pas le promoteur (le pays partenaire) qui reçoit les fonds, mais bien l'Agence canadienne d'exécution (qui n'est pas le promoteur). Il n'est pas certain que la Loi s'applique car ce n'est pas le promoteur qui est financé.

Importance de la question :

Cette question est importante pour tous les projets bilatéraux de l'ACDI.¹⁸

¹⁷ Les Agences canadiennes d'exécution sont les organisations mandatées par l'ACDI pour exécuter des projets sur place.

¹⁸ On trouvera à l'annexe A une liste de tous les projets des directions bilatérales de l'ACDI. Cette liste montre le nombre et l'importance des projets provenant des directions bilatérales de l'ACDI.

Évaluation du risque :

Il existe un risque d'interprétation erronée de la Loi lorsque des tiers sont financés pour exécuter les travaux au nom du promoteur. On pourrait interpréter la Loi de façon à comprendre qu'elle ne s'applique pas si l'AR finance une entité autre que le promoteur.

En manquant l'occasion d'effectuer une évaluation environnementale, on fait en sorte que la Loi ne répond pas à l'intention énoncée, à savoir « constituer un outil efficace pour la prise en compte des facteurs environnementaux dans les processus de planification et de décision, de façon à promouvoir un développement durable ».¹⁹ De même, lorsqu'on n'effectue pas d'évaluation environnementale, la Loi ne répond pas à l'intention consistant à « viser au développement durable par des actions de conservation et d'amélioration de la qualité de l'environnement ainsi que de promotion d'une croissance économique de nature à contribuer à la réalisation de ces fins ».²⁰

Recommandation n° 4 :

- a) En consultation avec les parties intéressées, l'Agence pourrait envisager de retirer « ... aide financière ... au promoteur » de l'alinéa 5(1)b) de la Loi et le remplacer par « ... aide financière ... au projet ».

Nota : Certains ministères et organismes ont affirmé que cette recommandation pourrait avoir des effets très importants sur certains ministères. Par conséquent, il faudra tenir des discussions avant de l'adopter.

- b) En consultation avec les parties intéressées, l'Agence pourrait envisager de retirer « ... aide financière ... au promoteur » de l'alinéa 5(1)b) de la Loi et remplacer par « ... aide financière ... à l'exécutant du projet ».

¹⁹ Préambule de la Loi, paragraphe 2.

²⁰ Préambule de la Loi, paragraphe 1.

5. Certains projets dont les effets environnementaux négatifs sont minimes déclenchent l'application de la Loi.

- Les projets en vertu de la Loi sont soit : a) la construction, l'exploitation, la modification, la désaffectation, la fermeture ou toute autre activité liée à un ouvrage;
b) les activités concrètes décrites dans le *Règlement sur la liste d'inclusion*.

Certaines activités liées à des ouvrages sont décrites dans le *Règlement sur la liste d'exclusion*.

Certains projets réalisés à l'extérieur du Canada ont des effets environnementaux négatifs minimes mais déclenchent pourtant l'application de la Loi. La tenue d'une évaluation environnementale pour des projets ayant des effets minimes ne contribue que marginalement à la prévention de la dégradation de la qualité de l'environnement, et n'est pas un outil efficace pour la prise en compte des facteurs environnementaux dans les processus de planification et de décision. Ces projets ne devraient pas déclencher l'application de la Loi. Il s'agit notamment des projets qui, de façon inhérente, ont des effets environnementaux minimes et les projets qui ont des effets environnementaux négligeables en raison de l'adoption de mesures d'atténuation reconnues.

Les parties intéressées ont dit que le *Règlement sur la liste d'exclusion* n'est peut-être pas suffisamment adapté aux projets à réaliser à l'extérieur du Canada puisque la Loi est déclenchée pour des projets ayant des effets environnementaux minimes. Le *Règlement sur la liste d'exclusion* actuel permet l'inclusion de projets ayant des effets environnementaux importants. Il n'est pas certain que des projets ayant des effets environnementaux minimes ou des projets ayant des effets environnementaux minimes ou négligeables en raison de l'adoption de mesures d'atténuation reconnues puissent être également inclus dans le *Règlement*.

Le fait d'effectuer une évaluation environnementale pour des projets ayant des effets minimes (pas d'avantages évidents) entraîne des retards administratifs et d'exécution inutiles ainsi que des dépenses inutiles. Voici certains exemples :

EXEMPLES DE PROJETS AYANT DES EFFETS MINIMES ET QUI DÉCLENCHENT POURTANT LA LOI

Exemple 1 :

L'ACDI a financé une institution de micro-crédit dans un pays partenaire pour la construction d'un abri. Le projet a déclenché l'application de la Loi. L'abri était constitué d'un endroit couvert à l'abri de la pluie et du soleil où les femmes pouvaient tisser et gagner un revenu. Ce type de construction n'a qu'un effet minime sur l'environnement et a exigé pourtant une EE.

Exemple 2 :

Le financement par l'ACDI de l'achat d'un troupeau de chèvres pour une collectivité rurale n'a pas déclenché l'application de la Loi, malgré les effets sur la végétation naturelle. Lorsque la collectivité a demandé un financement à l'ACDI pour construire une clôture afin de contenir les chèvres, cette initiative a été considérée comme un « ouvrage » et a déclenché l'application de la Loi. Pourtant, la clôture n'avait qu'un effet minime sur l'environnement et la tenue d'une EE n'a pas contribué à la prévention de la dégradation environnementale.

Exemple 3 :

Le permis de droit d'usage d'un logement résidentiel pour les fonctionnaires canadiens travaillant à l'étranger déclenche l'application de la Loi. Plus précisément, l'article 76 du *Règlement de la liste d'inclusion* stipule que les ouvrages qui nécessitent à l'égard des terres fédérales le permis relatif au droit d'usage ou d'occupation prévu à l'alinéa 4(2)a) du *Règlement concernant les immeubles fédéraux* exigent une EE. Pourtant, la délivrance d'un permis d'occupation est essentiellement une disposition administrative qui n'entraîne pas ou très peu d'effets environnementaux.

Exemple 4 :

De nombreux projets administrés par les missions (Projets du Fonds canadien dans les pays partenaires) sont des petits projets, comme la construction d'abris. Bon nombre de ces projets déclenchent l'application de la Loi, malgré leur faible valeur financière et leurs effets minimes sur l'environnement. Pour ces projets, l'administration de la Loi peut devenir lourde dans la mesure où le personnel de la mission a besoin de formation, qu'il faut tenir un registre public et qu'il faut souvent beaucoup de temps et d'argent pour conduire l'ÉE. Dans ce cas, l'ÉE contribue que très marginalement à la prévention de la dégradation environnementale.

Les petits projets qui ont des effets environnementaux négatifs minimes sont très nombreux à l'ACDI et constituent une partie importante de ses projets.

Exemple 5 :

Un financement a été demandé pour la construction d'un système de navigation à un aéroport d'un pays partenaire. La tour de navigation a été construite sur une surface en dur (asphalte de la piste existante de l'aéroport). Pourtant, une EE a été exigée en vertu de la Loi. Les effets environnementaux de cette construction étaient considérés comme non existants.

Exemple 6 :

Certains projets peuvent ne plus avoir d'impact sur l'environnement car des mesures d'atténuation appropriées ont été adoptées. Par exemple, si une usine de pâtes et papier exploitée en circuit fermé grâce à une technologie verte n'a pas d'effet sur l'environnement, cette technologie pourrait figurer dans le *Règlement sur la liste d'exclusion*.

Importance de la question :

L'ACDI et le MAECI ont soulevé cette question qui concerne les projets immobiliers du MAECI et les projets administrés par les missions de l'ACDI.

Évaluation du risque :

Le fait de maintenir l'obligation d'effectuer une évaluation environnementale pour des projets ayant des effets environnementaux minimes ne pose pas de difficulté d'application de la Loi et ne pose pas de risque d'interprétation erronée. Néanmoins, la tenue d'une évaluation environnementale représente un fardeau administratif lorsqu'un aucun avantage évident n'en découle.

Recommandation n° 5

En consultation avec les parties intéressées, l'Agence pourrait envisager d'élaborer un *Règlement sur la liste d'exclusion* distinct pour les projets à réaliser à l'extérieur du Canada afin d'exclure les projets ayant des effets environnementaux minimes et ceux qui n'ont que des effets environnementaux minimes ou négligeables en raison de l'adoption de mesures d'atténuation efficaces.

6. **Quand l'ACDI cofinance un projet avec une autorité non fédérale (telle une société d'État), elle doit effectuer une évaluation environnementale en vertu de la Loi. Mais l'autorité non fédérale n'est pas obligée d'appliquer la Loi.**

L'ACDI a financé un projet à l'étranger en collaboration avec la Société d'expansion des exportations (SEE). Dans ces conditions, l'ACDI est tenue d'effectuer une évaluation environnementale du projet en vertu de la Loi, alors que la SEE n'y est pas obligée. L'ACDI est une autorité fédérale et doit appliquer le processus prévu dans la Loi alors que la SEE est une société d'État, qui doit évaluer les effets selon le règlement rédigé à cette fin. Ce règlement n'a pas encore été rédigé.

Ce manque de cohérence peut être déroutant pour le pays partenaire et l'Agence canadienne d'exécution. De plus, le public peut y voir une application incohérente de l'évaluation environnementale au sein de la famille fédérale.

Importance de la question :

Cette question est valable pour toutes les directions de projet de l'ACDI. Elle ne survient pas très souvent, mais les conséquences pourraient être importantes (la position très en vue des intervenants et les montants importants en cause).

Évaluation du risque :

Bien que cette question soit importante, elle ne pose pas de risque pour l'application de la Loi car elle ne s'applique pas aux sociétés d'État. Elle ne pose pas non plus le risque d'une interprétation erronée de la Loi.

Recommandation n° 6 :

a) **En consultation avec les parties intéressées, l'Agence pourrait envisager de permettre l'évaluation des effets environnementaux en fonction du cadre d'évaluation environnementale interne de la SEE ou conformément à un autre processus d'évaluation environnementale international lorsque l'ACDI cofinance un projet avec une autorité non fédérale .**

b) **En consultation avec les parties intéressées, l'Agence pourrait envisager de permettre à l'ACDI d'être exemptée de l'application de la Loi lorsqu'elle cofinance un projet avec une autorité non fédérale .**

Difficultés de mise en œuvre du *Règlement sur le processus d'évaluation environnementale des projets à réaliser à l'extérieur du Canada*

Contexte

Le *Règlement sur le processus d'évaluation environnementale des projets à réaliser à l'extérieur du Canada* établit un processus d'évaluation environnementale pour les projets à réaliser à l'extérieur du Canada. Le processus d'évaluation environnementale figurant dans le *Règlement* inclut un examen préalable auto-administré et peut comprendre soit une évaluation environnementale réalisée dans le cadre d'une médiation, d'un examen par un comité consultatif, ou une commission. Plus précisément, le processus d'évaluation environnementale comprend la création d'un registre d'information publique sur le projet, la détermination de la portée du projet et l'évaluation et l'exécution de l'étude nécessaire afin de tenir compte des éléments suivants :

- les effets environnementaux du projet,
- l'importance des effets,
- les mesures d'atténuation réalisables.

Il implique également de rédiger un rapport sur tous les facteurs et de décider des mesures à prendre au sujet du projet.

En plus des étapes ci-dessus, le médiateur, le comité consultatif ou la commission d'examen doivent également tenir compte de l'objet du projet, des solutions de rechange possibles et des effets environnementaux de ces solutions et de la durabilité des ressources renouvelables touchées.

L'autorité responsable qui décide de la mise en œuvre d'un projet, élabore un programme de suivi qu'elle estime indiqué et veille à son application. Dans ce cas, elle porte à la connaissance du public l'existence du programme de suivi et ses résultats.²¹

Pour mieux comprendre le processus, il faut saisir ce que l'on entend par « environnement » et « effets environnementaux ». Dans la Loi, « environnement » signifie l'ensemble des éléments naturels de la Terre et comprend :

- a) le sol, l'eau et l'air, y compris toutes les couches de l'atmosphère;
- b) toutes les matières organiques et inorganiques ainsi que les êtres vivants;
- c) les systèmes naturels en interaction qui comprennent les éléments visés aux alinéas a) et b)

²¹ Adapté de l'article 38 de l'annexe du *Règlement sur le processus d'EE des projets à réaliser à l'extérieur du Canada*.

« Effets environnementaux » :

tant les changements que la réalisation d'un projet risque de causer à l'environnement que les changements susceptibles d'être apportés au projet du fait de l'environnement; sont comprises parmi les changements à l'environnement les répercussions de ceux-ci soit en matière sanitaire et socio-économique, soit sur l'usage courant de terres et de ressources à des fins traditionnelles par les autochtones, soit sur une construction, un emplacement ou une chose d'importance en matière historique, archéologique, paléontologique ou architecturale.

La portée des facteurs à prendre en compte conformément aux alinéas 16(1) a) et d) et 16(2) b), c) et d) de l'annexe du Règlement est déterminée ou approuvée :

- a) par l'AR;
- b) lorsque le projet est renvoyé à un médiateur, à une commission ou à un comité consultatif par le ministre de l'Environnement après consultation avec l'AR et avec le ministre des Affaires étrangères.

Le Règlement permet également à une autorité fédérale de demander qu'une évaluation environnementale soit utilisée comme modèle pour une catégorie de projet. Conformément au paragraphe 19(2) de l'annexe du Règlement, l'Agence peut, à la demande d'une AR et lorsque l'Agence décide qu'un rapport d'examen préalable peut servir de modèle pour d'autres projets appartenant à la même catégorie, faire une déclaration à cet effet.

Lorsqu'une AR utilise ou permet l'utilisation d'un rapport d'examen préalable par catégorie, la Loi [paragraphe 19(5) de l'annexe du Règlement] prévoit que « . . . soient apportées au rapport les adaptations nécessaires à la prise en compte des facteurs locaux et des effets environnementaux cumulatifs qui selon elle, peuvent résulter de la réalisation du projet combinée à l'existence d'autres ouvrages ou à la réalisation d'autres projets ou activités ».

Questions liées à la mise en œuvre du *Règlement sur le processus d'évaluation environnementale des projets à réaliser à l'extérieur du Canada*

7. L'application du Règlement et du paragraphe 54(2) de la Loi à des projets à réaliser à l'extérieur du Canada est complexe et peu probable sur le plan logistique, lorsque les projets sont financés sur une base multilatérale, par exemple les projets financés par les Nations Unies ou la Banque mondiale.

Une évaluation environnementale est nécessaire avant qu'une autorité fédérale n'offre une aide financière au promoteur en vue de lui permettre de mettre en œuvre le projet.

Lorsque l'ONU finance un projet, elle utilise l'argent des pays membres. Si le Canada finance une partie d'un projet pour lequel une évaluation environnementale doit être effectuée en vertu de la Loi, les pays membres devraient accepter la Loi ou accepter un processus compatible avec la Loi dans la mesure du possible [paragraphe 54(2)]. Cela est peu probable et difficile à coordonner sur le plan logistique. Cela serait encore plus difficile si les autres pays souhaitaient également mettre en œuvre leur processus de la même façon.

EXEMPLES DE CAS OÙ LE CANADA A CONTRIBUÉ DE FAÇON MINIME À DES PROJETS QUI ONT POURTANT NÉCESSITÉ UNE EE :

Exemple 1 :

Dans certains cas, la formation et l'aide technique sont offertes à titre d'aide internationale dans le cadre d'un grand projet pour lequel le Canada n'est pas un participant important. L'offre de la formation et de l'aide technique a été interprétée comme une contribution financière au projet et nécessite donc la tenue d'une EE en vertu de la Loi. Par exemple, la Loi pourrait être déclenchée si le Canada fournit une génératrice d'électricité pour une construction importante. Il serait difficile d'imposer cette exigence à l'agent de projet, à d'autres partenaires du projet et au bénéficiaire du projet.

Exemple 2 :

On a demandé au Canada d'offrir une aide financière pour former des ingénieurs d'un projet de barrage. La contribution du Canada était limitée, mais le fait même d'offrir une aide financière pour la formation a déclenché la nécessité d'une EE pour l'ensemble du projet.

Exemple 3 :

On a demandé au Canada d'offrir une aide financière pour assurer une expertise technique à l'égard d'un projet de construction d'un pipeline dans un pays partenaire où l'autorité fédérale canadienne était un participant mineur, et n'avait pas d'autorité décisionnelle sur les résultats. Pourtant, la Loi a été déclenchée par la disposition concernant l'expertise technique.

Importance de la question :

Cette question est permanente et touche des organismes multilatéraux tels que l'ONU, la Banque mondiale et l'Organisation mondiale de la santé. Cette question surgit à l'ACDI et au MAECI chaque année lorsqu'un financement en bloc est accordé et à l'ACDI au cours de l'année au moment de financer des projets particuliers.

Évaluation du risque :

L'obligation d'effectuer une évaluation environnementale pour des projets qui sont financés sur une base multilatérale présente des difficultés opérationnelles importantes. Il est souvent impossible d'appliquer la Loi car cela exigerait l'accord de toutes les parties en cause. Le financement de projets par l'ONU implique la coordination de plus de 100 processus d'évaluation environnementale pour en assurer l'uniformité au sens de la Loi.

Le déclenchement de la Loi dans le cas d'un financement multilatéral de projet entraînerait des retards.

Recommandation n° 7 :

- a) En consultation avec les parties intéressées, l'Agence pourrait envisager d'élaborer le *Règlement sur la participation marginale fédérale* afin d'exclure les projets de la Loi lorsque le Canada ne contribue que de façon minime. La participation fédérale marginale pourrait comprendre l'exclusion de projets en fonction d'un seuil de financement (ou d'un pourcentage du financement total); ou en fonction d'un seuil de portée de projet minimale.
- b) En consultation avec les parties intéressées, l'Agence pourrait envisager de définir l'expression « aide financière » dans la Loi en ce qui concerne les projets à réaliser à l'extérieur du Canada de manière à exclure toute « aide financière » qui ne comprend pas une autorité décisionnelle pour l'AR.

8. L'ACDI aimerait avoir une liste définie de projets qui nécessitent une évaluation environnementale approfondie.

Le Règlement ne comprend pas de dispositions relatives aux études approfondies puisqu'il exclut les articles 21, 22 et 23 de la Loi pour les projets à réaliser à l'extérieur du Canada. Le Règlement conserve les éléments supplémentaires normalement pris en compte pour une étude approfondie telle qu'elle est décrite au paragraphe 16(2) de la Loi, mais élimine la liste des projets pour lesquels l'examen supplémentaire doit s'appliquer. Le paragraphe 16(2) de la Loi s'applique uniquement lorsque le ministre renvoie l'évaluation à un médiateur, à une commission ou à un comité consultatif.

En l'absence du *Règlement sur la liste d'étude approfondie*, toutes les évaluations commencent par un examen préalable conformément au paragraphe 18(1) de l'annexe du Règlement, qui doit tenir compte des facteurs énoncés au paragraphe 16(1) de l'annexe.²² Lorsqu'un examen préalable effectué conformément au paragraphe 16(1) de la Loi révèle que le projet peut causer des effets environnementaux négatifs importants, ou lorsque les préoccupations du public le justifient, le projet peut être renvoyé à un médiateur, à une commission ou à un comité consultatif, et au paragraphe 16(2) de l'annexe du Règlement. Les projets susceptibles d'avoir des effets négatifs importants donnent donc lieu à un processus en deux étapes. La première étape implique l'application du paragraphe 16(1). Bien que l'alinéa 16(1)e) stipule qu'une AR peut exiger que l'évaluation environnementale tienne compte d'éléments comme la nécessité du projet et les solutions de rechange, cela n'est pas obligatoire, mais discrétionnaire. Pour entreprendre un examen approfondi obligatoire, tel qu'il est décrit au paragraphe 16(2), il faut que les constatations établies en application du paragraphe 16(1) suscitent suffisamment de préoccupations et que le ministre soit intervenu pour renvoyer l'évaluation à une commission, à un comité consultatif ou à un médiateur.

Importance de la question :

L'ACDI est aux prises avec cette question, mais la fréquence n'en est pas connue. La planification des projets d'aide à l'échelle qui normalement bénéficierait d'une évaluation de pointe est une planification à long terme (deux à quatre ans). La Loi est en vigueur depuis cinq ans. La fréquence de ce problème ne peut être mesurée qu'à long terme.

Évaluation du risque :

Le processus de réalisation d'une évaluation plus poussée augmente la complexité opérationnelle.

²² Le paragraphe 16(1) énonce les éléments à examiner pour les examens préalables, la médiation, l'évaluation par une commission ou par un comité consultatif.

Recommandation n° 8 :

En consultation avec les parties intéressées, l'Agence pourrait envisager de comprendre une liste des projets dans le mécanisme pour les projets d'aide extérieure proposé qui nécessiteraient une évaluation plus poussée.

9. La détermination des effets environnementaux négatifs importants peut être incertaine.

Le paragraphe 16(1) de l'annexe du *Règlement sur le processus d'évaluation environnementale des projets à réaliser à l'extérieur du Canada* exige que l'examen préalable prenne en compte l'importance des effets environnementaux d'un projet. La compréhension des effets négatifs importants permettra à l'AR de décider des mesures à prendre à l'égard du projet.

Il n'a pas toujours été facile d'établir si un effet négatif est important. La difficulté tient au fait que l'évaluation environnementale varie de l'une à l'autre, puisque les critères utilisés pour déterminer l'importance sont subjectifs et varient selon le praticien. En fait, le gouvernement du Canada ne détermine pas toujours de la même façon l'importance de projets similaires. Il faut d'abord :

- définir les critères qui peuvent contribuer à prendre une décision sur l'importance;
- définir les critères permettant d'identifier l'autorité fonctionnelle qui prendra les décisions sur l'importance.

Importance de la question :

Cette question concerne tous les projets évalués. Il est encore plus difficile de déterminer l'importance dans les cas où il existe des opinions, des cultures et des attentes divergentes.

Évaluation du risque :

Il est essentiel de déterminer l'importance des effets environnementaux afin de conserver et d'améliorer la qualité de l'environnement et prendre en compte les facteurs environnementaux dans le processus de planification et de décision. On s'attend à ce que les AR déterminent l'importance d'un effet environnemental dans une limite acceptable. La difficulté tient au fait que l'évaluation environnementale varie de l'une à l'autre, puisque les critères utilisés pour déterminer l'importance sont subjectifs et varient selon le praticien. En fait, le gouvernement du Canada ne détermine pas toujours de la même façon l'importance de projets similaires.

En supposant que le bon sens l'emporte, il n'existe qu'un très faible risque de mal interpréter le sens de l'importance.

Recommandation n° 9 :

En consultation avec les parties intéressées, l'Agence pourrait envisager d'examiner et d'améliorer la ligne directrice sur la façon de déterminer l'importance des effets environnementaux et mettre la ligne directrice à l'épreuve sur le terrain.

10. On ne sait pas très bien ce qu'il faut inclure dans la portée d'un projet à évaluer ni quel niveau de détail doit contenir un rapport d'examen préalable (portée de l'évaluation).

La portée d'un projet à évaluer et des facteurs à évaluer sont essentielles pour déterminer tous les effets environnementaux qu'un projet peut entraîner sur l'environnement. Cela permet d'établir ce qu'il faut évaluer par rapport au projet. L'oubli de certains effets peut donner lieu à une portée insuffisante. La portée d'une évaluation doit être déterminée ou approuvée par l'AR.

Les organismes et les ministères qui travaillent à l'extérieur du Canada ont de la difficulté à déterminer les limites physiques d'un projet. La détermination de la portée d'un projet étant liée aux valeurs, l'interprétation de la portée d'un projet à évaluer par le partenaire peut être différente de celle de l'autorité fédérale. Il n'existe pas de critères dans la Loi pour déterminer ce qu'est une portée suffisante dans le respect de la Loi. S'il y a contestation devant un tribunal, il peut être décidé après coup que d'autres éléments auraient dû être inclus.

De même, il n'est pas certain qu'un examen préalable comporte suffisamment de détails pour répondre aux attentes d'un tribunal. Une approche plus autoritaire pourrait donner l'assurance à tous les intéressés que l'examen préalable répond aux attentes de la Loi.

Importance de la question :

La question concerne tous les projets mis en œuvre à l'extérieur du Canada par les ministères et les organismes.

Évaluation du risque :

La détermination appropriée de la portée d'un projet est essentielle pour conserver et améliorer la qualité de l'environnement. Du point de vue de l'évaluation du risque, la détermination de la portée ne représente pas de difficultés importantes dans la tenue des évaluations environnementales. Mais il est important de déterminer avec exactitude la portée pour tenir compte de tous les effets et faire en sorte que le développement économique soit tel qu'il permette de conserver et d'améliorer la qualité de l'environnement. Sans orientation, cet objectif peut ne pas être atteint. Il existe un risque modéré d'interprétation erronée de la Loi.

Recommandation n° 10 :

En ce qui concerne les deux mécanismes proposés dans la présente étude (c.-à-d., un mécanisme distinct pour les projets d'aide extérieure et la modification de la Loi et du

Règlement), l'une ou l'autre des recommandations suivantes pourraient être prises en compte :

- a) Compte tenu du principe de souveraineté, l'Agence pourrait envisager, en consultation avec les intervenants, d'élaborer une disposition selon laquelle la détermination de la portée du projet et des facteurs à envisager est effectuée en consultation avec le pays étranger.
- b) En consultation avec les parties intéressées, l'Agence pourrait envisager de fournir une formule plus prescriptive pour déterminer la portée du projet et des facteurs à envisager.

11. Les examens préalables par catégorie exigent encore une visite sur place.

L'article 19 de l'annexe du Règlement traite de la recommandation concernant le dépôt d'un rapport d'examen préalable par catégorie. Dans ce cas, l'Agence décide qu'un rapport d'examen préalable peut servir de modèle pour d'autres projets appartenant à la même catégorie. L'AR peut utiliser l'examen préalable par catégorie dans la mesure qu'elle estime indiquée et veille à ce que soient apportées les adaptations nécessaires à la prise en compte des facteurs locaux.

Malgré l'intérêt des examens préalables par catégorie, l'étude a montré qu'ils ne sont pas aussi utiles lorsque l'évaluation environnementale est effectuée à l'étranger. Les visites sur place sont encore nécessaires pour effectuer des examens préalables de projets récurrents dont les technologies sont connues et ont fait leur preuve. À l'ACDI par exemple, la construction d'écoles rurales est une activité permanente dont les résultats sont connus.

Importance de la question :

À l'ACDI, la question surgit peu fréquemment.

Évaluation du risque :

La question ne pose pas de difficultés d'application de la Loi. Mais la nécessité d'effectuer des visites sur place pour l'évaluation de la catégorie impose un fardeau administratif supplémentaire dont les avantages ne sont pas évidents. Il n'y a aucun risque de mal interpréter la Loi.

Recommandation n° 11 :

- a) Voir la recommandation n° 5 concernant l'élargissement du *Règlement sur la liste d'exclusion* afin d'inclure les projets ayant des effets environnementaux minimes et ceux ayant des effets environnementaux minimes ou négligeables en raison de l'adoption de mesures d'atténuation efficaces.
- b) En consultation avec les parties intéressées, l'Agence pourrait envisager de conserver les évaluations par catégorie car elles pourraient s'avérer utiles pour des projets répétitifs qui ont des effets environnementaux négatifs mineurs, mais qu'il n'est pas justifié de placer dans le *Règlement sur la liste d'exclusion* (par exemple, la construction d'une école).

Contexte

Dans un pays étranger, les ministères ou organismes canadiens doivent tenir compte de la difficulté de s'adapter à un contexte étranger. La langue, l'étiquette des relations interpersonnelles, la religion, le régime gouvernemental et la gestion des travaux publics peuvent être différents. La façon fondamentale de considérer la vie et le travail est fixée dans le « cadre culturel » du pays.

Dans le contexte de cette étude, l'expression « norme de fonctionnement » sera utilisée pour désigner la façon de faire des affaires et comprend des éléments comme la langue, la religion, l'étiquette sociale, la technologie et le régime gouvernemental. Il est important de reconnaître que la « norme de fonctionnement » d'un pays étranger n'est pas synonyme de la « norme de fonctionnement » au Canada.

Le Règlement sur le processus d'évaluation environnementale des projets à réaliser à l'extérieur du Canada établit un processus d'évaluation environnementale pour les projets réalisés dans des pays étrangers lorsque les détails essentiels sont déterminés; dans ces conditions, le processus d'évaluation environnementale s'applique au projet.

NOTA : Le Règlement s'applique aux déclencheurs visés aux alinéas 5(1)a) et b) et le paragraphe 54(2) de la Loi s'applique uniquement au déclencheur visé au 5(1)b).

Lorsque les détails essentiels d'un projet ne sont pas déterminés, le paragraphe 54(2) de la Loi visant l'utilisation du processus à l'étranger, stipule que :

... le gouvernement du Canada ou toute autorité fédérale veille à ce que les accords que l'autorité fédérale conclut... au titre de projets dont les éléments essentiels ne sont pas déterminés qui doivent être mis en œuvre à la fois à l'étranger et hors du territoire domaniale, prévoient, dans la mesure du possible... l'évaluation des effets environnementaux des projets, cette évaluation devant être effectuée le plus tôt possible au stade de leur planification, avant la prise d'une décision irrévocable, conformément à la présente Loi et aux règlements ou au processus, compatible avec la présente loi, d'évaluation des effets environnementaux de projets applicable dans l'État étranger où ceux-ci doivent être mis en œuvre.

Le paragraphe 54(2) de la Loi indique que, lorsque au moment de la signature d'un accord de financement au titre d'un projet qui doit être mis en œuvre à la fois à l'étranger et à l'extérieur du territoire domaniale, et dont les éléments essentiels ne sont pas déterminés, l'accord doit prévoir l'évaluation environnementale du projet le plus tôt possible au stade de la planification, conformément à la Loi et au Règlement ou à un processus étranger compatible.

Voici les questions mentionnées par les parties intéressées et qui sont associées à l'expérience et à la contrainte d'appliquer la Loi et le Règlement à des projets à réaliser à l'étranger.

Questions liées aux activités menées dans un pays étranger

12. La culture étrangère, les régimes gouvernementaux et la difficulté de se rendre à l'emplacement du projet peuvent compliquer la détermination de la portée.

La portée d'une évaluation est essentielle pour déterminer les effets environnementaux négatifs d'un projet. Elle établit ce qu'il faut évaluer par rapport au projet. L'insuffisance d'une portée peut faire oublier certains effets. La portée doit être déterminée ou approuvée par l'AR.

À l'étranger, il n'est pas toujours possible de visiter les emplacements ni de tenir compte d'éléments au-delà du projet proposé. Ces limites sont la réalité des activités que l'on mène à l'étranger en respectant les normes de fonctionnement étrangères. Lorsque l'on construit une usine ou une ambassade ou un haut-commissariat, le pays partenaire peut décider de ne pas permettre l'inclusion dans l'évaluation environnementale d'éléments autres que les frontières physiques d'une structure proposée. Certains pays partenaires refuseront de fournir de l'information.

Il arrive parfois que l'Agence canadienne d'exécution détermine la portée du projet à évaluer. L'AR accepte ou refuse la détermination de la portée à partir de son siège au Canada. Dans le cas de l'ACDI, il coûterait beaucoup trop cher de se rendre à chaque emplacement de projet pour confirmer la portée du projet. Compte tenu du grand nombre de petits projets exigeant une évaluation environnementale (des projets pouvant avoir une valeur de 5 000 \$ à 25 000 \$ canadiens), cela n'est pas pratique.

Par conséquent, les évaluations environnementales peuvent ne pas prendre en compte tous les éléments susceptibles d'avoir des effets environnementaux négatifs. Tous les projets provenant de la Direction des partenariats de l'ACDI sont concernés.

Voici un exemple :

EXEMPLE D'UNE CULTURE OU D'UNE NORME DE FONCTIONNEMENT ÉTRANGÈRE QUI COMPLIQUE LA DÉTERMINATION DE LA PORTÉE :

Une EE a été effectuée pour la construction d'une clinique de soins primaires néo-nataux dans un pays partenaire. Le pays partenaire a préparé le rapport d'examen préalable, qui n'indiquait aucune anomalie, et le projet a été entrepris. La portée a été approuvée, l'examen préalable effectué et la décision sur les mesures à suivre a été prise par l'AR. Le projet a été interrompu lorsque l'Agence canadienne d'exécution s'est rendue sur place et s'est rendu compte que la clinique était construite près d'une station d'essence. Le pays partenaire n'avait pas tenu compte de la station d'essence dans la portée de l'évaluation, ce qui aurait pu avoir des effets sur la santé et la sécurité des voisins.

Importance de la question :

Cette question concerne tous les projets administrés par la Direction générale du partenariat canadien de l'ACDI.

Évaluation du risque :

L'incapacité de déterminer la portée en raison des conditions existantes dans un pays étranger pose des problèmes opérationnels de niveau limités à importants dans l'application de la Loi. La portée peut ne pas correspondre aux attentes et les éléments omis peuvent avoir des effets environnementaux négatifs importants. Il n'y a pas de risque de mal interpréter la Loi.

Recommandation n° 12 :

En consultation avec les parties intéressées et afin de répondre aux préoccupations du MAECI, l'Agence pourrait envisager d'inclure dans la Loi ou le Règlement une disposition qui reconnaîtrait la norme de fonctionnement du pays partenaire (langue, religion, étiquette sociale, technologie et régimes gouvernementaux). La disposition reconnaîtrait que la norme de fonctionnement du pays étranger pourrait être très différente de la norme canadienne. Par conséquent, la portée et l'approche et les résultats de l'évaluation environnementale réalisée dans les pays partenaires seraient très différents.

En vertu de la recommandation n° 2, un mécanisme distinct pour l'aide extérieure permettra une plus grande souplesse pour respecter les normes opérationnelles étrangères; pour mieux prendre en compte les préoccupations relatives à la souveraineté; pour éliminer la nécessité d'une ÉE lorsque le pays étranger possède son propre processus qui respecte les normes internationales; pour offrir une certaine souplesse quant à la détermination de la portée.

13. Les données permettant d'évaluer les effets environnementaux ne sont pas toujours disponibles.

L'examen préalable des projets comprend la prise en compte des effets environnementaux. Le paragraphe 2(1) de la Loi définit les effets environnementaux. Au moment d'évaluer les effets qu'un projet peut avoir sur l'environnement, il est habituel d'obtenir des données de base pour faire l'analyse et mener d'autres enquêtes au besoin. On consulte les cartes, les photographies aériennes et les données hydrologiques et on détermine l'endroit de la flore et de la faune pour évaluer l'importance des zones de migration de la faune et la façon dont elles sont reliées à d'autres aires naturelles.

Dans certains pays, les cartes sont rares ou non existantes et, dans d'autres, leur possession est illégale, en dehors du gouvernement ou des militaires. Les données permettant d'évaluer les effets environnementaux manquent souvent à la source. De plus, si des données existent, il y a souvent des retards dans leur collecte ou bien elles sont douteuses. Cela rend l'analyse des ressources environnementales et biophysiques difficiles de même que la détermination des effets qu'un projet pourrait avoir sur elles. Par conséquent, les examens préalables sont effectués à l'aide de l'information et de la technologie disponibles, ce qui peut se limiter à l'utilisation des connaissances traditionnelles locales. C'est parfois suffisant et parfois non.

Pour mesurer les effets environnementaux cumulatifs, il faut tenir compte du passé, du présent et de l'avenir. Les effets cumulatifs du passé ont façonné le paysage d'aujourd'hui. L'évaluation environnementale tient donc compte des effets cumulatifs du passé. Les effets cumulatifs du présent sont normalement pris en compte dans la portée du projet à évaluer et la portée des facteurs. Les effets cumulatifs du futur dépendent de l'examen des plans. Les plans ne sont pas toujours disponibles et ne sont pas une garantie de l'avenir. On ne connaît pas toujours la nature des effets environnementaux cumulatifs des projets et des activités devant être inclus dans l'évaluation. Le principe du développement durable est un point de référence plus concret pour le praticien car il lui est plus facile de comprendre le principe de la durabilité des ressources pour les futures générations que la mesure des effets cumulatifs.

Importance de la question :

C'est une question qui concerne tous les projets de l'ACDI. De plus, au MAECI, les exigences de la Loi concernant la bonne façon d'évaluer les effets cumulatifs ne sont pas claires.

Évaluation du risque :

Les données sur les projets et l'environnement sont la base de l'évaluation environnementale. Si l'on dispose de données limitées, l'évaluation est difficile et c'est seulement si l'on dispose d'un ensemble complet de données que l'évaluation est vraiment possible. Le manque de données pose des difficultés pour l'application de la Loi, de même que pour la tenue des

examens préalables (les conclusions ne seront pas pleinement justifiées par les preuves) et rendra difficile l'atteinte des objectifs de la Loi. Mais il n'y a pas de risque de mal interpréter la Loi.

Recommandation n° 13:

En ce qui concerne les deux mécanismes proposés dans la présente étude (c.-à-d., un mécanisme distinct pour les projets d'aide extérieure et la modification de la Loi et du Règlement), l'Agence pourrait envisager de prendre en compte les contraintes de l'obtention de données relativement à l'obtention de données pour l'évaluation des effets environnementaux.

14. Les praticiens se sont dit préoccupés par le fait que la définition de l'environnement ne comprend pas explicitement les personnes.

Dans la Loi, la définition de l'environnement renvoie aux éléments naturels de la Terre, notamment :

- le sol, l'eau et l'air, y compris toutes les couches de l'atmosphère;
- toutes les matières organiques et inorganiques ainsi que les êtres vivants;
- les systèmes naturels en interaction qui comprennent les éléments visés aux deux lignes précédentes.

Les effets environnementaux tels qu'ils sont définis dans la Loi sont les changements que le projet peut causer à l'environnement. Cela comprend tous les impacts que les effets environnementaux peuvent avoir sur la santé et les conditions socio-économiques, sur le patrimoine physique et culturel, sur l'utilisation actuelle des terres et des ressources à des fins traditionnelles par les peuples autochtones, etc. et tout changement que le projet peut causer à l'environnement. Cette définition de l'environnement dans la Loi peut être interprétée comme excluant les personnes. Cela faciliterait l'application rentable de la Loi, comme prévu, si la définition de l'environnement comportait explicitement les personnes. On éviterait ainsi les interprétations erronées et inutiles et la nécessité de rechercher une opinion juridique, comme cela s'est produit dans le passé.

Il est important de mentionner explicitement les personnes dans la définition de l'environnement car de nombreux projets touchent directement les gens. Les projets entrepris par l'ACDI et le MAECI dans des pays étrangers (projet du Fonds Canada) visent souvent à améliorer la santé et les conditions de vie. Le processus d'évaluation environnementale établi dans la Loi vise à évaluer les effets environnementaux possibles d'un projet. L'impact sur les humains est envisagé mais seulement pour ce qui est des effets sur l'environnement associés au projet. Tous les impacts sur les humains causés directement par le projet peuvent ne pas être pris en compte en raison de la formulation de la définition de l'environnement.

Le préambule de la Loi énonce que : « . . . L'évaluation environnementale constitue un outil efficace pour la prise en compte des facteurs environnementaux dans les processus de planification et de décision, de façon à promouvoir un développement durable ». Mais le développement durable n'est possible que par l'action humaine. Bien que les effets des projets touchent la plupart des gens, l'évaluation n'en tient pas toujours compte car la définition de l'environnement ne mentionne pas explicitement les personnes.

Voici quelques exemples décrits dans l'encadré.

EXEMPLES DE LA NÉCESSITÉ D'ÉLARGIR LA DÉFINITION DE L'ENVIRONNEMENT POUR INCLURE LES PERSONNES :

Selon la Loi, les projets qui n'ont pas d'effet sur l'environnement n'ont pas d'effets environnementaux négatifs. Pourtant, certains de ces projets peuvent entraîner un déplacement de personnes, ce qui nuit à leur santé ou à leur capacité de récolter leur nourriture.

Exemple (santé) 1 :

Un projet d'irrigation qui retient l'eau pourrait avoir des effets sur les gens qui vivent en aval et qui ont besoin d'eau. Le réservoir peut créer une eau stagnante qui devient une aire de reproduction pour les moustiques, qui sont vecteurs de la malaria. À la suite du changement de régime d'eau, il y a des gagnants et des perdants en amont et des gagnants et des perdants en aval. En amont, les gens gagnent en ayant davantage d'eau et perdent en raison de la plus grande probabilité de malaria. En aval, les gens perdent par une réduction de l'approvisionnement en eau mais gagnent en réduisant la probabilité de malaria. Lorsqu'on exécute des projets qui touchent les gens, les mesures d'atténuation doivent tenir compte des besoins primaires de la population.

Exemple (déplacement de personnes) 2 :

La construction d'une usine sur une terre ayant très peu de végétation et tassée par l'utilisation humaine a des effets minimes sur l'environnement. Il n'y a donc pas de changement dans l'environnement et l'EE prendrait fin à cette étape si l'on s'en tient à l'interprétation des définitions d'environnement et d'effets environnementaux. Si des changements environnementaux s'étaient produits, leur impact aurait pu être pris en compte pour les activités humaines.

Les gens qui vivent à cet endroit seraient déplacés par la construction de l'usine. La Loi ne comporte pas de disposition qui mentionne explicitement les impacts des projets sur les populations et par conséquent, le déplacement des personnes est négligé.

Exemple (suppression de la capacité de récoltes vivrières) 3 :

Un projet agricole a amélioré la production des récoltes, réduit l'érosion et fournit un moyen à la population locale de gagner un revenu. Le projet a été construit sur des plaines où une tribu nomade se déplaçait, comme elle l'avait fait depuis des générations dans sa quête normale de nourriture. Selon la Loi, il n'était pas nécessaire de tenir compte des impacts que le projet avait sur la tribu. En fait, la tribu a été privée de son aire de récolte. De plus, le projet a été construit sur le cimetière de la tribu ce qui l'a privée de son rituel traditionnel aux morts et d'un cimetière pour leurs futurs morts.

Importance de la question :

Les projets de l'ACDI visent à aider les pays en développement. De nombreux projets de l'ACDI sont donc axés sur la population et ont des effets sur elle. De même, les projets du MAECI à réaliser à l'extérieur du Canada ont des effets humains directs du fait qu'ils sont mis en œuvre dans des contextes urbains.

Évaluation du risque :

La question ne pose pas de problème en ce qui concerne les examens préalables ou l'application des articles 14 à 45 du *Règlement sur le processus d'évaluation environnementale des projets à réaliser à l'extérieur du Canada*. Cependant, le fait de ne pas mentionner précisément les personnes dans la définition de l'environnement présente des difficultés importantes pour l'application de la Loi ou pour respecter l'intention énoncée dans le préambule. Le préambule énonce que « . . . L'évaluation environnementale constitue un outil efficace pour la prise en compte des facteurs environnementaux dans les processus de planification et de décision, de façon à promouvoir un développement durable ». Le développement durable n'est possible que si l'on inclut les personnes dans la définition d'environnement. Dans certains cas, les changements à l'environnement causés par un projet peuvent avoir des effets sur les personnes, ce qui est pris en compte dans le processus d'évaluation environnementale. La Loi ne vise pas explicitement les impacts sur les personnes causés directement par le projet.

Il existe un risque important de mal interpréter la Loi.

Recommandation n° 14 :

En consultation avec les parties intéressées, l'Agence pourrait envisager d'ajouter le terme « personnes » à la définition du terme « environnement ». Cela devrait préciser ce que l'on doit prendre en compte au moment d'évaluer les effets environnementaux.

Il est entendu que cette recommandation pourrait avoir des répercussions importantes sur le plan des politiques. Certains ministères ont dit qu'il faudrait tenir des discussions sur cette question avant d'adopter la recommandation.

15. La détermination de l'importance des effets environnementaux sur les projets dans des pays étrangers est de nature culturelle et peut ne pas refléter les valeurs canadiennes.

L'article 16 du Règlement exige que tout examen préalable tienne compte de l'importance des effets environnementaux du projet. Mais l'étude a trouvé que l'importance des effets environnementaux est de nature culturelle et peut être mesurée différemment d'un pays à l'autre.

Les conditions que l'on trouve dans les pays étrangers font en sorte que l'importance des effets est liée aux valeurs de la population locale par rapport aux valeurs canadiennes. Il existe des diversités de religion, de langue et de valeur qui influent sur la définition de ce qui est important. La différence dans les cultures entre le pays partenaire et le Canada doit être précisée dans la Loi ou dans le Règlement. Si l'importance des effets environnementaux est contestée devant un tribunal, on peut tenir compte des différences culturelles avec plus de certitude si une disposition de la Loi reconnaît la norme de fonctionnement distincte des autres pays.

EXEMPLE MONTRANT QUE LA DÉTERMINATION DE L'IMPORTANCE PEUT ÊTRE DE NATURE CULTURELLE :

De nombreux pays partenaires accordent une grande importance aux artefacts culturels, aux sites et autres coutumes et mettraient fin à un projet s'il avait des effets négatifs sur eux. Leur choix peut ne pas refléter le choix des Canadiens. Ainsi, les résultats et les recommandations d'une EE dans un pays étranger peuvent être différents des EE effectuées au Canada.

Importance de la question :

La question est permanente pour les projets de l'ACDI.

Évaluation du risque :

La question ne pose pas de difficultés importantes pour l'application de la Loi. Mais il existe un risque d'interprétation différente de la notion d'importance d'un praticien à l'autre au moment d'effectuer des évaluations environnementales de projets à l'étranger. Un praticien peut donner plus d'importance à la culture locale alors qu'un autre en accordera davantage aux valeurs canadiennes. Si la Loi ne donne pas une orientation, le gouvernement du Canada détermine l'importance sans uniformité, parfois selon les valeurs canadiennes et parfois selon les valeurs locales ou un mélange des deux.

Recommandation n° 15:

Voir la recommandation n° 2 concernant la mise sur pied d'un mécanisme distinct pour l'évaluation des projets d'aide extérieure

16. Un pays partenaire peut ne pas accepter l'application de la Loi car elle est considérée comme une atteinte à sa souveraineté.

Lorsque les détails essentiels d'un projet sont déterminés, l'autorité fédérale doit veiller à ce que le Règlement soit appliqué. Lorsque les détails essentiels d'un projet ne sont pas déterminés, l'alinéa 54(2)b) de la Loi s'applique. Pour ce faire, il faut qu'un accord entre l'autorité fédérale et le pays partenaire comprenne l'obligation de tenir une évaluation des effets environnementaux une fois que les détails essentiels du projet sont déterminés. On peut utiliser un processus étranger s'il répond aux exigences de la Loi, dans la mesure du possible.

Les pays étrangers peuvent considérer l'application de la Loi, ou la demande d'un processus d'évaluation environnementale conforme à la Loi, comme une atteinte à leur souveraineté, comme l'imposition d'une loi canadienne sur leur processus de planification.

Dans la plupart des cas, le pays partenaire détermine ses propres besoins, effectue sa propre planification et demande ensuite une aide financière internationale. Le pays communique avec l'ACDI qui examine la liste des projets que le pays a définis. L'ACDI choisit les projets qu'il souhaite financer en fonction de ses objectifs de programme. Pour être conforme à la Loi, l'ACDI doit informer le pays que le processus d'évaluation environnementale canadien sera appliqué à son projet. Ce faisant, l'ACDI peut être considérée comme faisant preuve de paternalisme et comme contestant le droit du pays partenaire à gérer ses ressources et déterminer ses besoins. Dans bien des cas, le pays n'accepte pas l'interprétation voulant que le processus d'évaluation environnementale soit mené en rapport avec la dépense de fonds canadiens ni n'accepte l'application de la Loi.

EXEMPLES DE PAYS ÉTRANGERS QUI N'ACCEPTENT PAS L'APPLICATION DE LA LOI À LEUR PROJET.

Exemple 1 :

Un projet minier d'un pays partenaire vise à accroître la production de la mine. L'ACDI demande la tenue d'une EE en vertu de la Loi car elle finance la modification de l'ouvrage existant. Le processus d'EE du pays partenaire n'est pas déclenché par l'augmentation prévue de la capacité et ne voit pas pourquoi la loi canadienne devrait prendre préséance sur son propre processus d'EE.

Exemple 2 :

Dans un pays partenaire, le processus d'EE est semblable à celui de la province de l'Ontario. En fait, une entreprise canadienne a aidé le pays à élaborer son processus. Le gouvernement du pays a désigné quatre entreprises locales pour effectuer les EE dans le pays et seules ces entreprises peuvent le faire. Lorsque l'ACDI finance un projet dans ce pays partenaire, le gouvernement local organise la tenue de l'EE. Mais, le processus n'est pas conforme à la Loi. Lorsque l'Agence canadienne d'exécution souhaite combler les lacunes pour satisfaire aux exigences de la Loi, elle est informée que seules les quatre entreprises locales peuvent effectuer les EE.

Importance de la question :

C'est une question permanente pour les directions bilatérales de l'ACDI, qui répondent aux demandes d'aide financière internationale. La question ne peut être résolue par une condition dans l'accord de contribution, car cela est toujours considéré comme une atteinte à la souveraineté.

Évaluation du risque :

Malgré le paragraphe 54(2), les pays partenaires qui demandent des fonds pour un projet peuvent juger la Loi offensante. Elle peut être également considérée comme une atteinte à la souveraineté. Cette question rend difficile l'application de la Loi, car des explications avec le pays partenaire sont nécessaires avant d'aller plus loin. La question n'entraîne pas de risque d'interprétation erronée de la Loi.

Recommandation n° 16 :

Voir la recommandation n° 2 concernant la mise sur pied d'un mécanisme distinct pour l'évaluation des projets d'aide extérieure.

17. L'application de la Loi entraîne souvent la répétition d'une évaluation environnementale déjà effectuée par le pays partenaire utilisant son propre processus.

De nombreux projets assujettis à une évaluation en vertu de la Loi le sont également en vertu des régimes d'évaluation environnementale du pays partenaire. Au moment de la promulgation de la Loi, il était prévu que le Canada suivrait l'approche « Un projet – Une évaluation ». Mais la Loi comporte des dispositions excluant des projets afin d'éviter le dédoublement des exigences.

Alors que l'alinéa 59 (i) de la Loi prévoit des variations ou des exclusions de certains aspects du processus d'évaluation environnementale, l'AR doit assurer la conformité à l'article 54 (qui fixe les exigences d'évaluation minimum conformes aux exigences de la Loi). Par conséquent, si le processus d'évaluation environnementale d'un pays partenaire n'est pas conforme à la Loi, l'ACDI doit entreprendre un processus distinct. Ce dédoublement est à la fois coûteux (en temps et en argent) et peut être considéré comme une attitude paternaliste par le pays partenaire.

Importance de la question :

Cela ne peut pas être déterminé avec certitude, car l'information n'est pas consignée.

Évaluation du risque :

La question ne pose pas de difficulté pour l'application de la Loi et ne risque pas d'entraîner une interprétation erronée de la Loi.

Recommandation n° 17 :

Voir la recommandation n° 2 concernant la mise sur pied d'un mécanisme distinct pour l'évaluation des projets d'aide extérieure.

18. Le terme « public » n'est pas défini dans la Loi.

Le fait de définir le terme « public » dans la Loi permettra de préciser les conditions des consultations publiques et de la tenue du registre public. L'article 55 de la Loi stipule ce qui suit : « est tenu ... un registre public ... afin de faciliter l'accès aux documents ».

Si « public » signifie le public touché, les registres publics doivent être mis à la disposition du pays partenaire et la population locale doit être consultée. Si « public » signifie la population canadienne, les registres publics doivent être conservés au Canada et la population canadienne consultée.

Le fait de garder le registre public au Canada signifie que la population touchée n'a pas facilement accès et le registre public se trouve situé à un seul endroit. Si le registre public se trouve près du projet (à la mission), il faut tenir des registres publics dans toutes les missions. Le registre public peut représenter un fardeau administratif suivant la définition que l'on donne de « faciliter l'accès ». Il pourrait être également utile de tenir compte de l'importance de la demande de consultation des dossiers. Par exemple, au MAECI, il y a très peu de demandes du public pour l'accès aux dossiers d'évaluation environnementale.

Importance de la question :

Le manque de définition de public est une question permanente dans le cadre de la tenue des registres publics. La question des consultations publiques est peu importante à l'ACDI en ce qui concerne l'application de la Loi, car ce n'est pas une exigence obligatoire. Mais elle peut être importante pour le public et les groupes d'intérêt spéciaux puisque la consultation publique n'est pas assurée.

Évaluation du risque :

L'absence de définition du terme « public » entraîne des incertitudes au moment d'effectuer les évaluations environnementales en ce qui concerne les consultations publiques et les registres publics. Il y a un risque certain d'interprétation erronée de la Loi lorsqu'un terme important n'est pas défini. Il reste alors ouvert à toutes les interprétations.

Recommandation n° 18 :

- a) En consultation avec les parties intéressées l'Agence pourrait envisager, par souci de clarté, de définir le terme « public » en modifiant la Loi .
- b) En consultation avec les parties intéressées, l'Agence pourrait envisager de modifier la Loi pour permettre la délégation du pouvoir de tenir le registre public au pays

partenaire. Un registre public canadien de titres de projets pourrait être situé à un endroit central du Canada pour en faciliter l'accès aux Canadiens.

- c) En consultation avec les parties intéressées, l'Agence pourrait envisager de modifier la Loi de manière à préciser que la tenue d'un registre public dans Internet est un moyen valide de permettre un accès pratique.

19. Les consultations publiques ne sont pas toujours possibles dans les pays étrangers, même pour des projets délicats pour lesquels les Canadiens s'attendraient normalement d'être consultés.

Le processus de consultation du public en vue de commenter un projet fait partie des valeurs politiques canadiennes. Les mêmes processus de consultation au Canada ne sont pas toujours acceptés dans un pays étranger en raison des valeurs ou des régimes politiques différents.

Bien que le Règlement permette une utilisation discrétionnaire des consultations publiques, les Canadiens, les ONG et d'autres organisations peuvent estimer que les consultations publiques sont justifiées pour certains projets. Il existe donc une certaine ambiguïté sur la question de savoir si une consultation publique doit être organisée. L'ACDI et le MAECI estiment qu'il faut plus de précision et donc plus de certitude dans la Loi.

EXEMPLE DE CONSULTATIONS PUBLIQUES DIFFÉRENTES DE CELLES ATTENDUES PAR LES CANADIENS.

Les consultations publiques sont menées en fonction des normes de fonctionnement du pays hôte. Par exemple, pour des projets de construction de chancellerie au Japon, le personnel du MAECI consulte uniquement les voisins immédiats. Mais au Canada, la consultation serait beaucoup plus large. Cet exemple montre les différences des approches acceptables en matière de consultation publique.

Importance de la question :

Il n'est pas facile de déterminer l'importance de la question en termes quantifiables. Mais elle peut être considérée comme importante pour le MAECI et l'ACDI.

Évaluation du risque :

Cette question pose une difficulté lorsque l'AR décide qu'une consultation publique est souhaitable et ne peut pas la mener comme elle le ferait au Canada. Il existe un risque d'interprétations diverses de la Loi par le public.

Recommandation n° 19 :

L'Agence, en consultation avec les parties intéressées, devrait envisager des moyens d'augmenter la sensibilisation aux diverses difficultés reliées à la tenue de consultations publiques à l'étranger.

Annexe A

Parties intéressées consultées

Organisme/ministère	Personnes interrogées	Titre
ACDI	Bob Weir	Chef, Unité de l'évaluation et Conformité environnementale
	John Robinson	Vice-président
	Bernard Boudreau	Spécialiste de l'environnement
	Claire Miquet	Spécialiste de l'environnement
	Wendy Reid	Conseillère juridique
	Carmen Drouin	Spécialiste de l'environnement
	Judi Allen	Spécialiste de l'environnement
	Kamoggi Wachira	Spécialiste de l'environnement
	Brian Weller	Spécialiste de l'environnement
RN Canada	Anil Gupta	Spécialiste de l'environnement
	Liviu Vancea	Conseiller principal des politiques, Environnement
	J.-Michel Bourgon	Chef d'équipe, Bureau des affaires environnementales
	Brian Moore	
	Joanne Kellerman	Conseillère juridique
MDN	Robert Gaudette	Directeur
	Gerry Agusta	Évaluation environnementale
	Ralph Osterwald	Conseiller juridique, Environnement
Environnement Canada	Garry McLean	Agent, Évaluation environnementale
MAECI	Jay Shuttleworth	Directeur, Services environnementaux
	Thomas Gilmore	Sous-directeur environnemental
	David Jacques	Services juridiques
	Frank Townson and Staff	Directeur, Immeubles
	Brian Jeannes	Delhi
	Ken Pearson	Londres
Anciens combattants Canada	Shane Hennessey	Agent environnemental



Annexe B

Sommaire des recommandations

Recommandation n° 1 :

- a) En consultation avec les parties intéressées, l'Agence pourrait envisager de restructurer la Loi pour que l'évaluation environnementale soit effectuée au début de la planification d'un projet plutôt qu'avant son financement.
- b) En consultation avec l'Agence, les autorités fédérales pourraient envisager d'examiner leurs procédures internes afin de mieux appliquer la Loi comme outil de planification.

Recommandation n° 2 :

En consultation avec les parties intéressées, l'Agence pourrait envisager de mettre sur pied un mécanisme distinct pour évaluer les effets environnementaux des projets d'aide extérieure.¹ Ce mécanisme traiterait les enjeux que constitue la capture des activités susceptibles de causer des dommages importants à l'environnement de plusieurs façons, notamment :

- I. En consultation avec les parties intéressées, l'Agence pourrait envisager de dresser une liste de catégories de projets dans laquelle figureraient les activités qui risquent d'entraîner des effets négatifs importants et qui ne sont pas actuellement visées par la Loi. On pourrait utiliser la liste plutôt que de définir le terme « ouvrage » dans la Loi. Cela pourrait se révéler plus facile à comprendre et apporter des certitudes puisque l'on saurait ce qu'est un projet en vertu de la Loi.²
- II. En consultation avec les parties intéressées, l'Agence pourrait envisager de mieux définir le terme « ouvrage » afin d'inclure les activités qui risquent d'entraîner un impact environnemental important. Cette recommandation pourrait également comprendre l'élargissement du *Règlement sur la liste d'inclusion* aux projets à réaliser à l'extérieur du Canada et éventuellement l'établissement de listes plus précises pour les projets mis en œuvre dans le cadre de l'aide internationale.

¹ Des projets d'aide extérieure comprennent l'Aide publique au développement (c.-à-d., l'APD appuie le développement durable dans les pays en développement, dans le but de réduire la pauvreté et de contribuer à un monde plus prometteur, équitable et prospère) et aider Europe du centre et de l'Est ainsi que l'ex-Union Soviétique.

² Le Service de l'environnement de la Banque mondiale utilise des listes de catégories de projets. Les catégories sont choisies en fonction du jugement professionnel des responsables et de l'information disponible au moment de l'identification du projet. *Référence : Directive opérationnelle de la Banque mondiale 4.01.*

Recommandation n° 3 :

Voir la recommandation n° 2 (I) et (II). Pour l'ACDI, l'une ou l'autre des options énumérées ci-dessus pourraient être élaborées au sein d'un mécanisme distinct pour l'évaluation des effets environnementaux de projets d'aide extérieure. Cependant, pour le MAECI, l'une ou l'autre des options énumérées ci-dessus pourraient être prises en compte en modifiant la Loi et le Règlement.

RecommAndation n° 4 :

- a) En consultation avec les parties intéressées, l'Agence pourrait envisager de retirer « ... aide financière ... au promoteur » de l'alinéa 5(1)b) de la Loi et le remplacer par « ... aide financière ... au projet ».

Nota : Certains ministères et organismes ont affirmé que cette recommandation pourrait avoir des effets très importants sur certains ministères. Par conséquent, il faudra tenir des discussions avant de l'adopter.

- b) En consultation avec les parties intéressées, l'Agence pourrait envisager de retirer « ... aide financière ... au promoteur » de l'alinéa 5(1)b) de la Loi et remplacer par « ... aide financière ... à l'exécutant du projet ».

Recommandation n° 5 :

En consultation avec les parties intéressées, l'Agence pourrait envisager d'élaborer un *Règlement sur la liste d'exclusion* distinct pour les projets à réaliser à l'extérieur du Canada afin d'exclure les projets ayant des effets environnementaux minimes et ceux qui n'ont que des effets environnementaux minimes ou négligeables en raison de l'adoption de mesures d'atténuation efficaces.

Recommandation n° 6 :

- a) En consultation avec les parties intéressées, l'Agence pourrait envisager de permettre l'évaluation des effets environnementaux en fonction du cadre d'évaluation environnementale interne de la SEE ou conformément à un autre processus d'évaluation environnementale international lorsque l'ACDI cofinance un projet avec une autorité non fédérale.
- b) En consultation avec les parties intéressées, l'Agence pourrait envisager de permettre à l'ACDI d'être exemptée de l'application de la Loi lorsqu'elle cofinance un projet avec une autorité non fédérale.

Recommandation n° 7 :

- a) En consultation avec les parties intéressées, l'Agence pourrait envisager d'élaborer le *Règlement sur la participation marginale fédérale* afin d'exclure les projets de la Loi lorsque le Canada ne contribue que de façon minimale. La participation fédérale marginale pourrait comprendre l'exclusion de projets en fonction d'un seuil de financement (ou d'un pourcentage du financement total); ou en fonction d'un seuil de portée de projet minimale.
- b) En consultation avec les parties intéressées, l'Agence pourrait envisager de définir le terme « aide financière » dans la Loi en ce qui concerne les projets à réaliser à l'extérieur du Canada de manière à exclure toute « aide financière » qui ne comprend pas une autorité décisionnelle pour l'AR.

Recommandation n° 8 :

En consultation avec les parties intéressées, l'Agence pourrait envisager de comprendre une liste des projets dans le mécanisme pour les projets d'aide extérieure proposé qui nécessiteraient une évaluation plus poussée.

Recommandation n° 9 :

En consultation avec les parties intéressées, l'Agence pourrait envisager d'examiner et d'améliorer la ligne directrice sur la façon de déterminer l'importance des effets environnementaux et mettre la ligne directrice à l'épreuve sur le terrain.

Recommandation n° 10 :

En ce qui concerne les deux mécanismes proposés dans la présente étude (c.-à-d., un mécanisme distinct pour les projets d'aide extérieure et la modification de la Loi et du Règlement), l'une ou l'autre des recommandations suivantes pourraient être prises en compte :

- a) Compte tenu du principe de souveraineté, l'Agence pourrait envisager, en consultation avec les intervenants, d'élaborer une disposition selon laquelle la détermination de la portée du projet et des facteurs à envisager est effectuée en consultation avec le pays étranger.

- b) En consultation avec les parties intéressées, l'Agence pourrait envisager de fournir une formule plus prescriptive pour déterminer la portée du projet et des facteurs à envisager.

Recommandation n° 11 :

- a) Voir la recommandation n° 5 concernant l'élargissement du *Règlement sur la liste d'exclusion* afin d'inclure les projets ayant des effets environnementaux minimes et ceux ayant des effets environnementaux minimes ou négligeables en raison de l'adoption de mesures d'atténuation efficaces.
- b) En consultation avec les parties intéressées, l'Agence pourrait envisager de conserver les évaluations par catégorie car elles pourraient s'avérer utiles pour des projets répétitifs qui ont des effets environnementaux négatifs mineurs, mais qu'il n'est pas justifié de placer dans le *Règlement sur la liste d'exclusion* (par exemple, la construction d'une école).

Recommandation n° 12 :

En consultation avec les parties intéressées et afin de répondre aux préoccupations du MAECI, l'Agence pourrait envisager d'inclure dans la Loi ou le Règlement une disposition qui reconnaîtrait la norme de fonctionnement du pays partenaire (langue, religion, étiquette sociale, technologie et régimes gouvernementaux). La disposition reconnaîtrait que la norme de fonctionnement du pays étranger pourrait être très différente de la norme canadienne. Par conséquent, la portée et l'approche et les résultats de l'évaluation environnementale réalisée dans les pays partenaires seraient très différents.

En vertu de la recommandation n° 2, un mécanisme distinct pour l'aide extérieure permettra une plus grande souplesse pour respecter les normes opérationnelles étrangères; pour mieux prendre en compte les préoccupations relatives à la souveraineté; pour éliminer la nécessité d'une ÉE lorsque le pays étranger possède son propre processus qui respecte les normes internationales; pour offrir une certaine souplesse quant à la détermination de la portée.

Recommandation n° 13 :

En ce qui concerne les deux mécanismes proposés dans la présente étude (c.-à-d., un mécanisme distinct pour les projets d'aide extérieure et la modification de la Loi et du Règlement), l'Agence pourrait envisager de prendre en compte les contraintes de l'obtention de données relativement à l'obtention de données pour l'évaluation des effets environnementaux.

Recommandation n° 14 :

En consultation avec les parties intéressées, l'Agence pourrait envisager d'ajouter le terme « personnes » à la définition du terme « environnement ». Cela devrait préciser ce que l'on doit prendre en compte au moment d'évaluer les effets environnementaux.

Il est entendu que cette recommandation pourrait avoir des répercussions importantes sur le plan des politiques. Certains ministères ont dit qu'il faudrait tenir des discussions sur cette question avant d'adopter la recommandation.

Recommandation n° 15 :

Voir la recommandation n° 2 concernant la mise sur pied d'un mécanisme distinct pour l'évaluation des projets d'aide extérieure.

Recommandation n° 16 :

Voir la recommandation n° 2 concernant la mise sur pied d'un mécanisme distinct pour l'évaluation des projets d'aide extérieure.

Recommandation n° 17 :

Voir la recommandation n° 2 concernant la mise sur pied d'un mécanisme distinct pour l'évaluation des projets d'aide extérieure.

Recommandation n° 18 :

- a) En consultation avec les parties intéressées l'Agence pourrait envisager, par souci de clarté, de définir le terme « public » en modifiant la Loi .
- b) En consultation avec les parties intéressées, l'Agence pourrait envisager de modifier la Loi pour permettre la délégation du pouvoir de tenir le registre public au pays partenaire. Un registre public canadien de titres de projets pourrait être situé à un endroit central du Canada pour en faciliter l'accès aux Canadiens.
- c) En consultation avec les parties intéressées, l'Agence pourrait envisager de modifier la Loi de manière à préciser que la tenue d'un registre public dans Internet est un moyen valide de permettre un accès pratique.

Recommandation n° 19 :

L'Agence, en consultation avec les parties intéressées, devrait envisager des moyens d'augmenter la sensibilisation aux diverses difficultés reliées à la tenue de consultations publiques à l'étranger.

Annexe C

Liste des évaluations environnementales effectuées à l'ACDI³

IFÉE	Description du projet	Date du début de l'évaluation environnementale	Valeur monétaire de la contribution de l'ACDI au projet ⁴	Programme de l'ACDI	Declench eur de l'évaluati on environn e-mentale
4588	1. Fabrication de nettoyeurs ménagers	1 ^{er} fév. 1995	208 300	Partenariat	Fonds
4487	2. Création d'un établissement de préparation de jus	20 fév. 1995	286 437	Partenariat	Fonds
8683	3. Tonga, usine de fabrication de poteaux d'acier. Construction de l'usine East Coast Pole Manufacturing	28 fév. 1995	341 392	Partenariat	Fonds
4490	4. Construction d'une usine et d'un laboratoire de mélange chimique (projet relié à l'industrie du pétrole)	15 avr. 1995	450 000	Partenariat	Fonds
13812	5. Faciliter l'exploitation d'un centre industriel d'aliments du bétail en fournissant de l'aide, des services, la gestion, la formation et l'évaluation des projets	15 avr. 1995	5 000 000	Bilatéral	Fonds
2091	6. Infrastructure de drainage souterrain pour la production bananière	19 avr. 1995	100 000	Partenariat	Fonds
4492	7. Mise en œuvre d'une unité de gestion post-récolte	31 mai 1995	116 283	Partenariat	Fonds
15497	8. Construction d'un couvoir à poulets	1 ^{er} juin 1995	407 000	Partenariat	Fonds
2092	9. Pérou, création d'une usine en rapport avec l'exploitation d'un ouvrage matériel	1 ^{er} août 1995	266 250	Partenariat	Fonds

³ Les renseignements concernant les projets qui ont fait l'objet d'une évaluation environnementale sont tirés de l'index de l'ACDI qui est produit pour versement dans les registres publics. Les données relatives à la valeur monétaire de ces projets proviennent des Services de mémoire institutionnelle de l'ACDI.

⁴ Quiconque voudrait des données plus sûres au sujet de la valeur monétaire des projets de l'ACDI devrait s'adresser au représentant compétent de l'ACDI.

IFÉE	Description du projet	Date du début de l'évaluation environnementale	Valeur monétaire de la contribution de l'ACDI au projet ¹	Programme de l'ACDI	Declench eur de l'évaluati on environn e-mentale
5939	10. Zimbabwe, construction et installation de puits et de barrages	1 ^{er} août 1995	4 500 000	Bilatéral	Fonds
4489	11. Centre d'hygiène (douches et toilettes)	12 août 1995	34 224	Partenariat	Fonds
4488	12. Colombie, construction d'une clôture	18 août 1995		Partenariat	Fonds
2093	13. Construction de bureaux de douane et formation des agents de douane	25 sept. 1995	4 895 593	Bilatéral	Fonds
5031	14. Site de stockage de déchets radioactifs	1 ^{er} oct. 1995	501 963	Europe centrale et de l'Est	Fonds
4591	15. Renforcement des capacités de villages, construction d'écoles et de centres de formation	12 oct. 1995	165 713	Partenariat	Fonds
4491	16. Agrandissement d'un institut d'imprimerie et adduction d'eau à l'institut	19 oct. 1995	79 690	Partenariat	Fonds
17910	17. Production de soie et formation des travailleurs de ce secteur	19 oct. 1995	44 000	Partenariat	Fonds
4589	18. Réhabilitation des immeubles d'établissements scolaires et de centres de santé	31 oct. 1995	10 100 000	Bilatéral	Fonds
3236	19. Construction d'un laboratoire de contrôle biologique des vaccins	14 nov. 1995	615 000	Programmes de l'Europe centrale et de	Fonds
4590	20. Système d'alimentation en eau	1 ^{er} déc. 1995	82 511	Partenariat	Fonds
16967	21. Réadaptation des victimes d'un séisme et installation d'une usine d'oléagineux	15 déc. 1995	116 666	Partenariat	Fonds
4262	22. Programme de reconstruction sociale	1 ^{er} jan. 1996	25 000 000	Bilatéral	Fonds
7081	23. Construction d'une clinique et de logements	15 janv. 1996	60 125	Partenariat	Fonds

IFEE		Description du projet		Date du début de l'évaluation environnementale	Valeur monétaire de la contribution de l'ACDI au projet	Programme de l'ACDI	Declench eur de l'évaluati on environnn e-mentale
7082	24.	Réseau d'emploi et de développement en région rurale, établissement de centres de formation		15 janv. 1996	488 800	Partenariat	Fonds
7079	25.	Implantation de technologies d'efficacité énergétique, systèmes de gestion, élaboration de politiques, démonstration d'énergie		3 mars 1996	8 447 885	Bilatéral	Fonds
9431	26.	Mali, micro-centrale hydroélectrique communautaire et construction du barrage Beni		1 ^{er} avr. 1996	5 325 000	Partenariat	Fonds
9432	27.	Projet de centre communautaire		1 ^{er} avr. 1996	28 866	Partenariat	Fonds
9935	28.	Népal, construction du projet de conservation et de gestion du bassin hydrographique de Karange		1 ^{er} avr. 1996	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
9936	29.	Népal, construction du projet de soutien à l'environnement et à l'agriculture		1 ^{er} avr. 1996	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
9937	30.	Népal, réparation, réhabilitation environnementale et remise en état d'un système d'irrigation		1 ^{er} avr. 1996	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
9938	31.	Népal, construction d'écoles et fourniture de l'ameublement		1 ^{er} avr. 1996	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
9939	32.	Népal, installation du projet d'électrification rurale		1 ^{er} avr. 1996	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
9940	33.	Népal, entretien du système de protection de la source et réhabilitation de puits traditionnels		1 ^{er} avr. 1996	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
9947	34.	Sri Lanka, creusage d'un fossé pour l'adduction d'eau potable		1 ^{er} avr. 1996	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
9948	35.	Sri Lanka, construction d'un système d'alimentation en eau et d'assainissement. Construction de toilettes à Karawwa		1 ^{er} avr. 1996	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
9949	36.	Sri Lanka, installation d'un système d'alimentation en eau pour l'agriculture dans les petites exploitations		1 ^{er} avr. 1996	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
9950	37.	Sri Lanka, soutien aux cultures sur les hautes terres de Thirukkovil		1 ^{er} avr. 1996	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds

IFEE		Description du projet	Date du début de l'évaluation environnementale	Valeur monétaire de la contribution de l'ACDI au projet ¹	Programme de l'ACDI	Declench eur de l'évaluati on environn e-mentale
9962	38.	Papouasie-Nouvelle-Guinée, réparation et rénovation du sous-centre de santé de Tapen	1 ^{er} avr. 1996	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
9963	39.	Papouasie-Nouvelle-Guinée, construction d'une nouvelle salle de classe en New Georgia	1 ^{er} avr. 1996	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
9964	40.	Papouasie-Nouvelle-Guinée, construction de salles de classe pour le centre de formation professionnelle T de St-Stephen	1 ^{er} avr. 1996	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
9968	41.	Inde, exploitation d'une installation de production de champignons	1 ^{er} avr. 1996	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
9969	42.	Inde, établissement d'une ferme d'élevage de lapins angora	1 ^{er} avr. 1996	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
9970	43.	Inde, construction de deux centres de formation et de marketing	1 ^{er} avr. 1996	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
11108	44.	Népal, construction d'un petit barrage	25 avr. 1996	5 325 000	Partenariat	Fonds
7080	45.	Construction d'une coopérative d'habitation	1 ^{er} juin 1996	237 652	Partenariat	Fonds
9934	46.	Malawi, projet d'aide alimentaire régionale. Aide alimentaire d'urgence pour combattre la famine causée par la sécheresse	1 ^{er} juin 1996	4 177 830	Bilatéral	Fonds
9951	47.	Sri Lanka, soutien aux jardins particuliers à Athimodai	30 juin 1996	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
9952	48.	Sri Lanka, construction du centre de formation en menuiserie de Thelulla	30 juin 1996	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
9953	49.	Sri Lanka, amélioration du Centre pour personnes handicapées	30 juin 1996	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
9971	50.	Inde, construction d'un entrepôt pour les produits de broderie	30 juin 1996	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
9972	51.	Inde, unités de production de revenus en vue du développement durable pour les femmes	30 juin 1996	565 000	Partenariat	Fonds

IFÉE	Description du projet		Date du début de l'évaluation environnementale	Valeur monétaire de la contribution de l'ACDI au projet ⁴	Programme de l'ACDI	Déclenchement de l'évaluation environnementale
9941	52.	Népal, installation du système d'alimentation en eau et d'assainissement	1 ^{er} juil. 1996	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
8682	53.	Formation professionnelle des travailleurs de la santé en milieu rural	15 août 1996	252 000	Partenariat	Fonds
16755	54.	Gestion des déchets solides	26 août 1996	500 000	Europe centrale et de l'Est	Fonds
9942	55.	Népal, exécution du projet polyvalent d'irrigation et de micro-centrale hydroélectrique	1 ^{er} sept. 1996	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
9965	56.	Papouasie-Nouvelle-Guinée, système d'alimentation en eau dans la région de Vonuru – école secondaire	1 ^{er} sept. 1996	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
9966	57.	Papouasie-Nouvelle-Guinée, construction d'une salle de réunion à l'école primaire St-Nicholas	1 ^{er} sept. 1996	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
9967	58.	Papouasie-Nouvelle-Guinée, agrandissement de la rillonge du centre de santé de Namburu – installation d'une fosse septique	1 ^{er} sept. 1996	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18291	59.	Bénin, construction d'une école modulaire de trois salles de classe	9 sept. 1996	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
9943	60.	Népal, construction pour la rénovation d'immeubles et construction d'écoles	30 sept. 1996	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
9944	61.	Népal, construction d'un centre d'hébergement et fourniture de meubles de salles de classe	30 sept. 1996	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
9945	62.	Népal, soutien à l'alimentation en eau potable et à l'amélioration des installations sanitaires	30 sept. 1996	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
9946	63.	Népal, travaux visant la création d'une coopérative de culture, de gestion et de transformation des herbes	30 sept. 1996	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
9973	64.	Inde, construction d'un "durry" de tissage à la main et d'unités d'impression sur cliché de bois pour les femmes en milieu rural	30 sept. 1996	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
17445	65.	Chine, fabrication de petits articles en bambou	30 sept. 1996	129 745	Partenariat	Fonds

IFEE		Description du projet		Date du début de l'évaluation environnementale		Valeur monétaire de la contribution de l'ACDI au projet		Programme de l'ACDI		Declenchement de l'évaluation environnementale	
13815	66.	Usine de fabrication de panneaux pour la construction d'habitations		22 oct. 1996		94 505		Partenariat		Fonds	
11107	67.	Inde, fabrication de lubrifiants. Exploitation en coentreprise d'une usine de fabrication de lubrifiants		29 oct. 1996		128 500		Partenariat		Fonds	
18511	68.	Bénin, construction d'installations pour la gestion des déchets solides		30 oct. 1996		50 000 ou moins		Fonds administrés par les missions		Fonds	
9954	69.	Sri Lanka, installation du système d'alimentation en eau potable de Siyambalegune		1 ^{er} nov. 1996		50 000 ou moins		Fonds administrés par les missions		Fonds	
9955	70.	Sri Lanka, construction de puits comme sources d'eau potable		1 ^{er} nov. 1996		50 000 ou moins		Fonds administrés par les missions		Fonds	
9956	71.	Sri Lanka, construction d'un centre communautaire à Ganegoda		1 ^{er} nov. 1996		50 000 ou moins		Fonds administrés par les missions		Fonds	
9957	72.	Sri Lanka, construction des installations sanitaires d'Akkarapattu		1 ^{er} nov. 1996		50 000 ou moins		Fonds administrés par les missions		Fonds	
16969	73.	Adduction d'eau à une école primaire pour non-voyants		1 ^{er} nov. 1996		84 406		Partenariat		Fonds	
16971	74.	Construction d'une école secondaire		1 ^{er} nov. 1996		81 975		Partenariat		Fonds	
9958	75.	Sri Lanka, construction de latrines à Paratta		1 ^{er} déc. 1996		50 000 ou moins		Fonds administrés par les missions		Fonds	
9959	76.	Sri Lanka, construction de la micro-centrale hydroélectrique d'Udhupitiya		1 ^{er} déc. 1996		50 000 ou moins		Fonds administrés par les missions		Fonds	
16966	77.	Installation d'une station de traitement d'eau et de systèmes d'irrigation, amélioration de canaux		6 déc. 1996		150 000		Partenariat		Fonds	
9433	78.	Établissement d'un centre communautaire		6 janv. 1997		82 000		Partenariat		Fonds	
9960	79.	Sri Lanka, agrandissement de l'immeuble du centre communautaire de Kirinel		30 janv. 1997		50 000 ou moins		Fonds administrés par les missions		Fonds	

IFEE	Description du projet		Date du début de l'évaluation environnementale	Valeur monétaire de la contribution de l'ACDI au projet ¹	Programme de l'ACDI	Déclenchement de l'évaluation environnementale
9961	80.	Malawi, construction de latrines, de pompes et de fosses septiques, pour protéger l'alimentation en eau potable	30 janv. 1997	1 097 000	Bilatéral	Fonds
15498	81.	Indonésie, fabrication de panneaux d'acier	30 janv. 1997	499 636	Partenariat	Fonds
17446	82.	Usine de fabrication de panneaux de revêtement de portes moulées	30 janv. 1997	99 842	Partenariat	Fonds
11111	83.	Usine de fabrication de plastique renforcé de fibre de verre	31 janv. 1997	99 992	Partenariat	Fonds
17092	84.	Bolivie, construction d'un centre de garde de jour	1 ^{er} fév. 1997	51 512	Partenariat	Fonds
16695	85.	Thaïlande, établissement d'un laboratoire de recherche sur les sols et modification de ce laboratoire	19 mars 1997	332 504	Partenariat	Fonds
16697	86.	Projet d'alimentation en eau, canalisation de 12 km	20 mars 1997	114 542	Partenariat	Fonds
15101	87.	Construction d'une clinique de santé maternelle et infantile	30 mars 1997	6 000 000	Bilatéral	Fonds
11109	88.	Mali, agrandissement d'une école - Comité du programme Education Plus	1 ^{er} avr. 1997	1 059 000	Partenariat	Fonds
11110, 16579	89.	Projet de développement des ressources humaines, construction de latrines, d'aqueducs et de systèmes	1 ^{er} avr. 1997	418 644	Partenariat	Fonds
15074	90.	Projet de ^{Projet de} l'énergie renouvelable et favorable à l'environnement en vue d'une meilleure santé	1 ^{er} avr. 1997	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
15075	91.	Exploitation d'un centre de production et de transformation de café et de poivre	1 ^{er} avr. 1997	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
15076	92.	Papouasie-Nouvelle-Guinée, agrandissement du centre d'agriculture de Fatima	1 ^{er} avr. 1997	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
15077	93.	Vanuatu, construction d'une salle de classe dans le village d'Urmeij	1 ^{er} avr. 1997	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds

IFEE		Description du projet	Date du début de l'évaluation environnementale	Valeur monétaire de la contribution de l'ACDI au projet ¹	Programme de l'ACDI	Declench eur de l'évaluati on environn e-mentale
15078	94.	Égypte, construction d'une usine de plastiques de couleur à Alexandrie	1 ^{er} avr. 1997	450 000	Partenariat	Fonds
15079	95.	Construction d'endiguements pour protéger 15 000 ha de terres agricoles	1 ^{er} avr. 1997	4 650 000	Bilatéral	Fonds
15081	96.	Kiribati, construction de nouvelles salles de classe	1 ^{er} avr. 1997	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
15082	97.	Kiribati, construction de nouvelles toilettes	1 ^{er} avr. 1997	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
15083	98.	Népal, renforcement de l'autonomie des femmes au moyen d'un projet de développement coopératif et communautaire	1 ^{er} avr. 1997	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
15084	99.	Népal, installation d'une micro-centrale hydroélectrique pour un projet de développement rural intégré	1 ^{er} avr. 1997	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
15095	100.	Népal, mise en œuvre d'un projet d'autonomisation par l'épargne et le crédit	1 ^{er} avr. 1997	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
15096	101.	Népal, installation d'une centrale énergétique fonctionnant aux biofuels	1 ^{er} avr. 1997	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
15097	102.	Népal, soutien à la conservation du lac Ghodahodi	1 ^{er} avr. 1997	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
15098	103.	Népal, soutien à la protection et à la gestion du bassin hydrographique	1 ^{er} avr. 1997	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
15102	104.	Népal, exploitation de la production de fruits et légumes par la gestion locale des ressources	1 ^{er} avr. 1997	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
15104	105.	Sn Lanka, construction de latrines à prix modique pour 50 familles	1 ^{er} avr. 1997	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
15106	106.	Sn Lanka, mise en application d'une nouvelle technologie pour l'industrie de la poterie	1 ^{er} avr. 1997	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
15107	107.	Sn Lanka, construction de trois établissements préscolaires	1 ^{er} avr. 1997	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds

IFEE	Description du projet	Date du début de l'évaluation environnementale	Valeur monétaire de la contribution de l'ACDI au projet ¹	Programme de l'ACDI	Declench eur de l'évaluati on environn e-mentale
15109	Sri Lanka, construction d'un centre communautaire à Naambakada	1 ^{er} avr. 1997	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
15110	Sri Lanka, construction de latrines à prix modique pour 50 familles de pêcheurs	1 ^{er} avr. 1997	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
15111	Sri Lanka, construction de quatre puits agricoles et rénovation d'un petit réservoir d'irrigation	1 ^{er} avr. 1997	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
15112	Sri Lanka, fonctionnement d'un centre de services pour les femmes	1 ^{er} avr. 1997	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
15113	Sri Lanka, installation de cinq puits agricoles pour la culture du riz et d'autres produits alimentaires	1 ^{er} avr. 1997	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
15114	Sri Lanka, rénovation du centre de santé communautaire	1 ^{er} avr. 1997	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
15105	Sri Lanka, construction d'étables à vaches pour la production de lait	10 avr. 1997	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
15108	Sri Lanka, construction de cinq petits bâtiments communautaires	10 avr. 1997	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
15089	Népal, installation visant à protéger et à conserver les ressources hydriques afin d'assurer l'alimentation en eau salubre	30 avr. 1997	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
15090	Népal, installation visant l'alimentation en eau potable	30 avr. 1997	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
15091	Népal, remise à neuf de la bibliothèque communautaire de Marpha	30 avr. 1997	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
15092	Népal, projet visant l'amélioration de l'état de santé et des conditions de vie des femmes incarcérées	30 avr. 1997	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
15093	Népal, soutien à un projet d'alimentation en eau potable, d'hygiène publique et d'IGA	30 avr. 1997	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
15103	Sri Lanka, construction d'un bâtiment communautaire à usages multiples	30 avr. 1997	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds

IFÉE	Description du projet	Date du début de l'évaluation environnementale	Valeur monétaire de la contribution de l'ACDI au projet ²	Programme de l'ACDI	Déclencheur de l'évaluation environnementale
15489	122. Guyane, réhabilitation du centre d'hébergement pour garçons Devis Rose	30 avr. 1997	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
15490	123. Guyane, réhabilitation du centre de développement de l'enfant	30 avr. 1997	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
15491	124. Guyane, construction d'un centre de ressources polyvalent dans le village d'Amerindian	30 avr. 1997	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
15492	125. Guyane, construction d'un centre de ressources polyvalent dans le village d'Amerindian	30 avr. 1997	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
15493	126. Guyane, réhabilitation du centre d'apprentissage par ordinateur IDCE	30 avr. 1997	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
15494	127. Guyane, construction d'un centre communautaire polyvalent à Middlesex	30 avr. 1997	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
15495	128. Guyane, pose de canalisations dans un village	30 avr. 1997	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
15496	129. Guyane, construction d'un centre d'apprentissage	30 avr. 1997	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
15083	130. Népal, projet d'expansion en vue de relever la situation socio-économique à l'aide d'activités génératives	1 ^{er} mai 1997	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
15084	131. Népal, modifications apportées pour appuyer les initiatives d'entraide productrices d'activités génératives	1 ^{er} mai 1997	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
15085	132. Népal, projet visant à aider les femmes à améliorer leur situation pour investir dans des activités de santé et d'hygiène	1 ^{er} mai 1997	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
15086	133. Népal, mise en œuvre d'un projet local de renforcement des institutions et des capacités	1 ^{er} mai 1997	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
15087	134. Népal, installation d'une micro-centrale hydroélectrique	1 ^{er} mai 1997	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
17556	135. Mise sur pied de services communautaires pour les jeunes	1 ^{er} mai 1997	80 000	Partenariat	Fonds

IFEE	Description du projet		Date du début de l'évaluation environnementale	Valeur monétaire de la contribution de l'ACDI au projet ⁴	Programme de l'ACDI	Déclenchement de l'évaluation environnementale
14566	136.	Fabrication de produits de nettoyage et d'entretien	13 mai 1997	78 230	Partenariat	Fonds
12535	137.	Fourniture du matériel d'un institut de formation professionnelle existant et opération de cet institut	20 juin 1997	66 665	Partenariat	Fonds
17931	138.	Installation de 80 puits	30 juin 1997	188 721	Partenariat	Fonds
16578	139.	Projet de restauration de l'environnement - Création d'une pépinière et restauration de 700 ha de terres dévastées	1 ^{er} juil. 1997	72 000	Partenariat	Fonds
17943	140.	Malawi, construction de barrages pour l'irrigation	31 juil. 1997	27 111 906	Multilatéral	Fonds
13813	141.	Exploitation des eaux souterraines	1 ^{er} août 1997	320 126	Partenariat	Fonds
14365	142.	Programme intégré d'éducation et de développement	1 ^{er} août 1997	311 659	Partenariat	Fonds
16584	143.	Fabrication de ponts roulants. Malaisie, construction d'une usine de fabrication de ponts roulants	1 ^{er} août 1997	98 169	Partenariat	Fonds
15099	144.	Démonstration d'une technique de brûlage du charbon sans résidu, et formation à la mise en place, l'entretien et l'utilisation de cette technique	30 août 1997	12 000 000	Bilatéral	Fonds
14366	145.	Usine de transformation des aliments	1 ^{er} sept. 1997	49 703	Partenariat	Fonds
17447	146.	Établissement d'une usine de produits chimiques	1 ^{er} sept. 1997	112 917	Partenariat	Fonds
17911	147.	Usine de fabrication de chaussures Kodiak	1 ^{er} sept. 1997	266 560	Partenariat	Fonds
16870	148.	Promotion de la santé dans les écoles par la construction de latrines dans sept écoles	1 ^{er} oct. 1997	19 249	Partenariat	Fonds
17925	149.	Installation de systèmes d'approvisionnement en eau potable - Népal, construction d'un système d'approvisionnement gravitaire en eau	1 ^{er} oct. 1997	39 746	Partenariat	Fonds

IFEE	Description du projet	Date du début de l'évaluation environnementale	Valeur monétaire de la contribution de l'ACDI au projet	Programme de l'ACDI	Declench eur de l'évaluati on environn e-mentale
16693	150. Construction d'habitations et aménagement d'étangs de pisciculture	3 oct. 1997	102 451	Partenariat	Fonds
13814	151. Fabrication de produits sanitaires	28 oct. 1997	211 130	Partenariat	Fonds
14368	152. Fabrication de foreuses au diamant	30 oct. 1997	374 940	Partenariat	Fonds
17107	153. Établissement d'une usine de fabrication de margarine	21 nov. 1997	83 900	Partenariat	Fonds
16587	154. Fabrication de produits chimiques Emballage des produits pour l'exportation	30 nov. 1997	219 194 67 147	Partenariat	Fonds
17106	155. Installation de 240 puits	1 ^{er} déc. 1997	672 630	Partenariat	Fonds
17923	156. Projet de production d'électricité au moyen du gaz - Tanzanie, construction d'un gazoduc pour produire de l'électricité à Songo	1 ^{er} déc. 1997	2 161 468	Partenariat	Fonds
14567	157. Construction d'une bibliothèque	22 déc. 1997	93 902	Partenariat	Fonds
14364	158. Établissement d'une ferme d'élevage d'autruches et d'émus	6 janv. 1998	157 290	Partenariat	Fonds
18469	159. Maroc, construction en vue de monter et d'exploiter une usine de fabrication de bouteilles à huile d'olive	6 janv. 1998	232 494	Partenariat	Fonds
16585	160. Coentreprise en informatique - Mexique, établissement et montage d'une unité électronique d'informatique	30 janv. 1998	90 020	Partenariat	Fonds
15499	161. Centre d'hygiène (douches et toilettes)	2 fév. 1998	18 469	Partenariat	Fonds
14367	162. Yougoslavie, construction d'une maison-témoïn en Croatie	15 fév. 1998	99 900	Programmes de l'Europe centrale et	Fonds
18171	163. Afrique du Sud, installation d'un laboratoire d'hydrométallurgie	20 fév. 1998	450 000	Partenariat	Fonds

IFEE	Description du projet		Date du début de l'évaluation environnementale	Valeur monétaire de la contribution de l'ACDI au projet ³	Programme de l'ACDI	Déclenchement de l'évaluation environnementale
16586	164.	Centre d'hygiène (douches et toilettes)	1 ^{er} mars 1998	110 019	Partenariat	Fonds
16598	165.	Amélioration de l'accès à l'eau potable et élaboration de stratégies de gestion des approvisionnements en eau	13 mars 1998	16 400 000	Bilatéral	Fonds
18292	166.	Bénin, forage d'un grand puits	24 mars 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
16589	167.	Projet d'alimentation en eau, canalisation de 17 km	1 ^{er} avr. 1998	185 174	Partenariat	Fonds
17103	168.	Étude de faisabilité d'une usine de fabrication de composants de cloisons	1 ^{er} avr. 1998	99 946	Partenariat	Fonds
17448	169.	Usine de construction de logements modulaires	1 ^{er} avr. 1998	313 200	Partenariat	Fonds
18289	170.	Bénin, construction d'un module dans une école publique	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18293	171.	Bénin, réparation de ponts et de routes	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18294	172.	Tanzanie, écologisation de la division de Kahe	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18295	173.	Tanzanie, aide aux victimes d'inondation à Pawaga	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18404	174.	Tanzanie, réservoir d'emménagement de l'eau	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18407	175.	Tanzanie, construction d'un laboratoire scientifique supplémentaire	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18410	176.	Tanzanie, atelier de confection (tailleurs), appareils et matériel de couture	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18456	177.	Tanzanie, réservoir pour recueillir l'eau de pluie	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds

IFEE	Description du projet		Date de début de l'évaluation environnementale	Valeur monétaire de la contribution de l'ACDI au projet ¹	Programme de l'ACDI	Déclenchement de l'évaluation environnementale
18457	178.	Tanzanie, construction de trois salles de classe supplémentaires et d'une résidence	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18458	179.	Tanzanie, agrandissement d'un petit bâtiment	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18459	180.	Tanzanie, établissement d'une exploitation de pêche à petite échelle	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18461	181.	Tanzanie, rénovation des bâtiments d'un dispensaire	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18462	182.	Tanzanie, construction de quatre salles de classe supplémentaires	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18463	183.	Tanzanie, construction d'un hôtel	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18464	184.	Tanzanie, construction de salles de classe supplémentaires	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18465	185.	Tanzanie, construction d'une école de cinq salles de classe	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18466	186.	Vietnam, construction d'une écluse pour l'irrigation	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18467	187.	Vietnam, travaux en vue de la construction d'une école près d'un canal	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18468	188.	Vietnam, construction d'un pensionnat de six pièces	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18470	189.	Sri Lanka, captation d'un ruisseau d'eau douce en écoulement libre	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18471	190.	Sri Lanka, production de revenus par la gestion de l'eau	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18472	191.	Sri Lanka, installations d'hébergement pour les instructeurs de formation professionnelle	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds

IFEE		Description du projet	Date du début de l'évaluation environnementale	Valeur monétaire de la contribution de l'ACDI au projet ¹	Programme de l'ACDI	Declench eur de l'évaluati on environn e-mentale
18473	192.	Sri Lanka, construction de poulaiers et de réservoirs à eau	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18474	193.	Sri Lanka, construction de maisons et de latrines	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18475	194.	Sri Lanka, construction d'une salle de 18 pieds carrés	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18481	195.	Sri Lanka, construction de réservoirs et d'écluses pour l'irrigation	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18482	196.	Sri Lanka, construction de réservoirs en béton	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18483	197.	Sri Lanka, construction d'un bâtiment	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18484	198.	Sri Lanka, construction de réservoirs et de canalisations	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18486	199.	Sri Lanka, construction de réservoirs en béton et de canalisations	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18487	200.	Sri Lanka, aménagement de fossés dans une plantation	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18488	201.	Sri Lanka, construction de toilettes	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18489	202.	Sri Lanka, construction de réservoirs, de barrages et d'écluses pour l'irrigation	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18490	203.	Sri Lanka, construction d'un réservoir, de canalisations et de conduits	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18491	204.	Sri Lanka, construction d'un centre communautaire	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18492	205.	Sri Lanka, construction de réservoirs	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds

IFEE	Description du projet		Date du début de l'évaluation environnementale	Valeur monétaire de la contribution de l'ACDI au projet ¹	Programme de contribution l'ACDI	Déclenchement de l'évaluation environnementale
18493	206.	Sri Lanka, construction de bâtiments	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18498	207.	Sri Lanka, construction d'un bâtiment	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18499	208.	Sri Lanka, réparation de hangars à volaille	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18500	209.	Sri Lanka, construction de puits	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18501	210.	Sri Lanka, construction d'un bâtiment	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18502	211.	Sri Lanka, construction d'un centre de formation	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18503	212.	Sri Lanka, construction d'un bloc de toilettes et d'une fosse d'assainissement	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18504	213.	Sri Lanka, construction de toilettes	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18505	214.	Sri Lanka, travaux d'excavation de 60 bassins	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18546	215.	Inde, construction de porcheries	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18547	216.	Inde, construction d'un hangar	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18548	217.	Inde, construction d'un centre	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18549	218.	Inde, construction de puits Bore	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18550	219.	Inde, construction d'une école	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds

IFEE	Description du projet		Date du début de l'évaluation environnementale	Valeur monétaire de la contribution de l'ACDI au projet ¹	Programme de l'ACDI	Declencheur de l'évaluation environnementale
18551	220.	Inde, construction de fosses à compost et de serres	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18552	221.	Inde, creusage de 50 petits étangs	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18553	222.	Inde, construction d'une centre de services aux agriculteurs	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18555	223.	Inde, construction de puits tubés et d'installations sanitaires	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18556	224.	Inde, construction d'unités d'irrigation	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18557	225.	Inde, construction de réseaux d'eau et d'installations sanitaires	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18558	226.	Inde, installation d'un réseau d'alimentation en eau et d'irrigation	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18559	227.	Inde, construction d'un bâtiment	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18562	228.	Jamaïque, construction de latrines	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18563	229.	Jamaïque, aménagement d'installations de traitement des déchets biologiques	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18564	230.	Indonésie, construction d'un système d'alimentation en eau et d'installations sanitaires	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18565	231.	Indonésie, construction d'un système d'alimentation en eau et d'installations sanitaires	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18566	232.	Indonésie, construction d'un système d'alimentation en eau et d'installations sanitaires	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18567	233.	Indonésie, construction d'un système d'alimentation en eau et d'installations sanitaires	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds

IFEE		Description du projet		Date du début de l'évaluation environnementale	Valeur monétaire de la contribution de l'ACDI au projet ¹	Programme de l'ACDI	Declench eur de l'évaluati on environn e-mentale
18571	234.	Pakistan, construction d'égouts		1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18572	235.	Pakistan, construction de salles et de toilettes		1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18573	236.	Pakistan, installation de pompes à bras		1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18574	237.	Pakistan, creusage de puits		1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18575	238.	Pakistan, construction d'un bâtiment		1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18576	239.	Pakistan, construction d'un laboratoire de sciences et d'une salle		1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18577	240.	Pakistan, réparation du centre de santé		1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18578	241.	Maldives, mise sur pied d'un programme de culture à l'aide d'outils et d'engrais		1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18579	242.	Népal, installation d'une usine de recyclage du papier		1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18580	243.	Népal, aide à l'exploitation d'une micro-centrale hydroélectrique		1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18581	244.	Népal, aménagement d'un étang		1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18582	245.	Népal, élevage de chèvres et clinique vétérinaire		1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18583	246.	Népal, construction d'installations d'eau et d'hygiène		1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18584	247.	Népal, construction d'un bâtiment		1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds

IFEE		Description du projet	Date du début de l'évaluation environnementale	Valeur monétaire de la contribution de l'ACDI au projet ¹	Programme de l'ACDI	Declench eur de l'evaluat ion environn e-mentale
18585	248.	Népal, travaux visant la construction d'un pont	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18586	249.	Népal, construction d'un système d'approvisionnement en eau potable	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18587	250.	Népal, construction d'usines de biogaz	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18588	251.	Népal, aménagement de plans d'eau marginaux (zones humides)	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18590	252.	Népal, construction de toilettes et d'usine de biogaz	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18591	253.	Népal, fabrication de blocs de maçonnerie	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18592	254.	Népal, construction d'infrastructures et de pompes à eau	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18593	255.	Philippines, construction d'un système d'alimentation en eau et de gestion du bassin hydrographique	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18595	256.	Papouasie-Nouvelle-Guinée, construction de maisons, d'un poste d'aide, d'une école et de pouponnières	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18596	257.	Tonga, construction de 49 toilettes à chasse d'eau	1 ^{er} avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18993	258.	Ghana, construction en vue du creusage de trous de forage et de puits, pompes à bras	1 ^{er} avr. 1998	16 400 000	Bilatéral	Fonds
16696	259.	Formation en gestion et contrôle des ressources alimentaires pour prévenir la famine, établissement d'entrepôts	8 avr. 1998	6 200 000	Multilatéral	Fonds
18402	260.	Tanzanie, usine de biogaz et latrines biologiques	10 avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18485	261.	Sri Lanka, construction d'un hangar	10 avr. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds

IFEE	Description du projet	Date du début de l'évaluation environnementale	Valeur monétaire de la contribution de l'ACDI au projet	Programme de l'ACDI	Declench eur de l'evaluat ion environn e-mentale
18172	262. Algérie, aide à l'exploitation, au transfert de technologie et à la création de partenariats	24 avr. 1998	499 620	Partenariat	Fonds
N/A	263. Slovaquie, établissement d'un centre de formation communautaire à Roma (logement, hygiène)	1 ^{er} mai 1998	350 900	Programmes de l'Europe centrale et	Fonds
18994	264. El Salvador, installation d'une usine de fabrication de blocs de béton	30 juin 1998	480 452	Partenariat	Fonds
17105	265. Ensemble d'habitation	1 ^{er} juil. 1998	830 950	Partenariat	Fonds
18507	266. Haïti, réhabilitation d'une centrale thermique	15 juil. 1998	6 275 535	Bilatéral	Fonds
16694	267. Usine de construction soudée lourde et de composants	6 août 1998	251 230	Partenariat	Fonds
16579	268. République dominicaine, construction d'un système d'irrigation	1 ^{er} sept. 1998	418 644	Partenariat	Fonds
17104	269. Centre de développement communautaire, approvisionnement en eau par une canalisation de 5 000 pieds	1 ^{er} sept. 1998	147 614	Partenariat	Fonds
18506	270. Équateur, installation d'une usine de pétrole et de gaz	1 ^{er} sept. 1998	113 139	Partenariat	Fonds
16588	271. Construction d'une coopérative d'habitation	9 sept. 1998	92 000	Partenariat	Fonds
16927	272. Construction de logements et d'écoles	11 oct. 1998	160 000	Bilatéral	Fonds
18290	273. Bénin, 600 poubelles et programme d'enlèvement des ordures	12 oct. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
17555	274. Réhabilitation de zones côtières	15 oct. 1998	20 023 700	Bilatéral	Fonds
16926	275. Construction d'une centrale thermique	26 oct. 1998	1 500 000	Bilatéral	Fonds

IFEE	Description du projet	Date du début de l'évaluation environnementale	Valeur monétaire de la contribution de l'ACDI au projet ¹	Programme de l'ACDI	Declench eur de l'évaluation on environn e-mentale
17932	276. Ouganda, construction de bâtiments, de puits et de latrines	1 ^{er} nov. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
17936	277. Ouganda, construction de puits et de latrines; aménagement de parcelles de terrain de démonstration	1 ^{er} nov. 1998	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
18173	278. Tanzanie, projet de promotion de la santé, district de Kiseske	30 nov. 1998	173 551	Partenariat	Fonds
17093	279. Projet de développement rural et construction de bâtiments de ferme	1 ^{er} déc. 1998	356 841	Partenariat	Fonds
17937	280. Malawi, construction de puits, de latrines, de dalles de lavage et de routes	1 ^{er} jan. 1999	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
17941	281. Mozambique, construction de puits de forage, rénovation d'un poste de soins de santé et production de poulets	1 ^{er} jan. 1999	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
17942	282. Mozambique, construction de latrines, de puits, de bâtiments et d'un système d'approvisionnement en eau	1 ^{er} jan. 1999	50 000 ou moins	Fonds administrés par les missions	Fonds
17944	283. Construction d'une école	1 ^{er} jan. 1999	25 000	Partenariat	Fonds
17930	284. Établissement d'un centre de location de matériel, production de gravier, construction de buses de drainage	5 janv. 1999	500 000	Partenariat	Fonds
17924	285. Protection des berges d'un cours d'eau et lutte contre le ravinement après le passage de l'ouragan Mitch	15 janv. 1998	100 000	Partenariat	Fonds
18933	286. Indonésie, construction de 207 logements à prix modique	14 fév. 1999	500 000	Partenariat	Fonds
18931	287. Équateur, construction dans l'industrie de la marmelade et dans l'industrie du vêtement	25 fév. 1999	48 129	Partenariat	Fonds
18932	288. Brésil, construction d'une école	3 mars 1999	153 128	Partenariat	Fonds
18938	289. Pérou, construction pour ajouter un étage à un bâtiment	5 mars 1999	41 074	Partenariat	Fonds

IFÉE		Description du projet	Date du début de l'évaluation environnementale	Valeur monétaire de la contribution de l'ACDI au projet ⁴	Programme de l'ACDI	Declench eur de l'évaluati on environn e-mentale
18288	290.	Honduras, construction de logements pour remplacer ceux détruits par l'ouragan Mitch	15 mars 1999	100 000	Partenariat	Fonds
18930	291.	Kenya, construction d'un puits et d'installations électriques	21 mars 1999	118 940	Partenariat	Fonds

Nota : L'ACDI effectue aussi l'évaluation environnementale de projets administrés par les missions. Ces projets sont habituellement d'une valeur monétaire inférieure (moins de 50 000 dollars) à celle des projets de l'ACDI proprement dite, et leurs registres publics se trouvent à la mission.

Annexe D

Liste des évaluations environnementales effectuées au MAECI

	Date du début de l'évaluation environnementale	Opérations du MAECI à l'extérieur du Canada	Pays	Déclencheur de l'évaluation environnementale
1	2 fév. 1995	Construction d'une chancellerie	Corée	Alinéa 5(1)a) Promoteur du projet
2	22 fév. 1995	Vente des logements du personnel	Thaïlande	Alinéa 5(1)a) Promoteur du projet
3	22 fév. 1995	Vente des logements du personnel	Thaïlande	Alinéa 5(1)a) Promoteur du projet
4	17 mars 1995	Vente des logements du personnel	Barbade	Alinéa 5(1)a) Promoteur du projet
5	17 mars 1995	Vente des logements du personnel	Barbade	Alinéa 5(1)a) Promoteur du projet
6	30 mai 1995	Démolition et construction d'une chancellerie	Égypte	Alinéa 5(1)a) Promoteur du projet
7	1 ^{er} juin 1995	Vente de la chancellerie	France	Alinéa 5(1)a) Promoteur du projet
8	19 sept. 1995	Achat d'une propriété et construction de logements pour le personnel	Hongrie	Alinéa 5(1)a) Promoteur du projet
9	1 ^{er} nov. 1995	Vente des logements du personnel	Brésil	Alinéa 5(1)a) Promoteur du projet
10	1 ^{er} nov. 1995	Vente des logements du personnel	Brésil	Alinéa 5(1)a) Promoteur du projet
11	13 déc. 1995	Vente des logements du personnel	Grande-Bretagne	Alinéa 5(1)a) Promoteur du projet
12	13 déc. 1995	Vente des logements du personnel	Grande-Bretagne	Alinéa 5(1)a) Promoteur du projet
13	13 déc. 1995	Vente des logements du personnel	Grande-Bretagne	Alinéa 5(1)a) Promoteur du projet
14	13 déc. 1995	Vente des logements du personnel	Grande-Bretagne	Alinéa 5(1)a) Promoteur du projet
15	13 déc. 1995	Vente des logements du personnel	Grande-Bretagne	Alinéa 5(1)a) Promoteur du projet
16	28 déc. 1995	Vente des logements du personnel	Argentine	Alinéa 5(1)a) Promoteur du projet
17	1 ^{er} fév. 1996	Vente des logements du personnel	États-Unis	Alinéa 5(1)a) Promoteur du projet

	Date du debut de l'évaluation environne- mentale	Operations du MAECI à l'extérieur du Canada	Pays	Declencheur de l'évaluation environnementale
18	7 fév. 1996	Location de bureaux à utiliser comme chancellerie	Bosnie-Herzégovine	Alinéa 5(1)a) Promoteur du projet
19	15 fév. 1996	Vente des logements du personnel	Indonésie	Alinéa 5(1)a) Promoteur du projet
20	16 fév. 1996	Vente d'une propriété	Zimbabwe	Alinéa 5(1)a) Promoteur du projet
21	13 mars 1996	Location de bureaux à utiliser comme chancellerie	Israël	Alinéa 5(1)a) Promoteur du projet
22	13 mars 1996	Location de bureaux pour le consul général	États-Unis	Alinéa 5(1)a) Promoteur du projet
23	14 mars 1996	Construction d'un nouvelle résidence officielle	États-Unis	Alinéa 5(1)a) Promoteur du projet
24	21 mars 1996	Achat d'une chancellerie	Suisse	Alinéa 5(1)a) Promoteur du projet
25	25 mars 1996	Location d'une chancellerie	États-Unis	Alinéa 5(1)a) Promoteur du projet
26	15 avr. 1996	Location de logements pour le personnel	Ukraine	Alinéa 5(1)a) Promoteur du projet
27	30 avr. 1996	Vente d'une résidence officielle	Allemagne	Alinéa 5(1)a) Promoteur du projet
28	9 mai 1996	Achat d'une résidence officielle	Sénégal	Alinéa 5(1)a) Promoteur du projet
29	13 juin 1996	Résiliation d'un bail	Pays-Bas	Alinéa 5(1)a) Promoteur du projet
30	19 juin 1996	Vente d'espaces de stationnement	Portugal	Alinéa 5(1)a) Promoteur du projet
31	20 juin 1996	Vente des logements du personnel	Jamaïque	Alinéa 5(1)a) Promoteur du projet
32	20 juin 1996	Vente des logements du personnel	Jamaïque	Alinéa 5(1)a) Promoteur du projet
33	22 juin 1996	Vente des logements du personnel	Chili	Alinéa 5(1)a) Promoteur du projet
34	20 déc. 1996	Construction d'une chancellerie	Kenya	Alinéa 5(1)a) Promoteur du projet
35	27 mars 1997	Vente des logements du personnel	Trinité-et-Tobago	Alinéa 5(1)a) Promoteur du projet
36	9 mai 1997	Vente des logements du personnel	Pologne	Alinéa 5(1)a) Promoteur du projet

	Date du début de l'évaluation environne- mentale	Opérations du MAECI à l'extérieur du Canada	Pays	Declencheur de l'évaluation environnementale
37	4 juin 1997	Vente d'une résidence officielle	Singapour	Alinéa 5(1)a) Promoteur du projet
38	1 ^{er} juil. 1997	Construction d'une chancellerie	Haïti	Alinéa 5(1)a) Promoteur du projet
39	28 août 1997	Vente des logements du personnel	Jamaïque	Alinéa 5(1)a) Promoteur du projet
40	28 août 1997	Vente des logements du personnel	Jamaïque	Alinéa 5(1)a) Promoteur du projet
41	1 ^{er} fév. 1998	Construction d'un nouveau complexe	République populaire de Chine	Alinéa 5(1)a) Promoteur du projet
42	1 ^{er} juin 1998	Location de logements pour le personnel	Fédération de Russie	Alinéa 5(1)a) Promoteur du projet.